

Rapport annuel 2004
Direction générale
Contrôle du Bien-être au
Travail

Mai 2005

1 Introduction

Le présent rapport annuel est en fait le premier rapport annuel de la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail (CBE). La DG a, il est vrai, été créée le 1er janvier 2003 ; cependant, au cours de l'année 2003 les deux principales composantes de cette direction, à savoir l'inspection technique et médicale, on travaillé en juxtaposition.

C'est pourquoi l'occasion a été saisie d'offrir un rapport annuel avec une finalité plus utile.

Dans un premier temps, on a renoncé à une explication détaillée des structures et missions de la DG CBE. Il est possible de trouver ce type de données sur le site Internet du SPF (www.meta.fgov.be).

Dans un deuxième temps, le document comporte diverses données relatives au fonctionnement de la Direction générale CBE, en particulier en rapport avec la Division contrôle de base. Il s'agit d'un matériel de base pour une réflexion interne et externe sur le fonctionnement actuel de la Direction générale. On attire l'attention sur les différentes périodes auxquelles se rapportent les chiffres.

Nous espérons que la réflexion externe sera l'occasion de plus d'enthousiasme de la faible capacité d'inspection. Les questions de réflexion qui sont reportées dans un cadre, peuvent ici s'avérer utiles. Les questions de réflexion rédigées ont uniquement pour but d'avoir une vue plus concrète sur les sujets possibles et ne doivent être interprétées comme limitation de la réflexion.

En troisième lieu, le rapport annuel contient la première version du Pharaomètre, en exécution de la politique qu'a initiée la secrétaire d'état de l'époque à la mi-2004.

Le Pharaomètre a pour objectif de faire réfléchir les secteurs sur les initiatives possibles de prévention au sein du secteur afin d'implémenter ensuite des plans d'action dans le secteur. Les initiatives à cet effet sont attendues de la part des fédérations concernées des employeurs et des organisations syndicales au niveau du secteur. En 2006, l'inspection émettra un nouveau Pharaomètre si bien que l'on pourra vérifier quels secteurs ont eu du succès et quels secteurs ont échoué. Nous espérons que de la sorte la faible capacité d'inspection pourra être concentrée sur les secteurs qui ont échoué.

Enfin, le rapport annuel comprend un bref aperçu des projets innovateurs les plus importants, lesquels ont été imaginés en 2004 et doivent être implémentés complètement en 2005. Il y a également un rapport relatif à l'analyse de deux domaines problématiques qui ont été amplement explorés en 2004 (les contractuels et la réglementation sur les services externes pour la prévention et la protection).

La réalisation de ces projets d'exploration a pris du temps et la Direction générale CBE espère que cet emploi du temps aura également des résultats concrets.

ir. Marc Heselmans,
Directeur général
Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail

2 Données statistiques

2.1 Capacité d'inspection

2.1.1 Actuellement

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Adm	Total
West-Vlaanderen	9	0,5	4	4,4	17,9
Oost-Vlaanderen	10,7	3,5	4	3,6	21,8
Antwerpen	10	3,5	5	5,8	24,3
Limburg	6	3	4	3,3	16,3
Vlaams-Brabant	8	1	3	4,8	16,8
Brussel	7	0,8	3	4,3	15,1
Hainaut-Ouest	4	1	4	5	14,0
Hainaut-Est	9,4	2	6	4,8	22,2
Namur-Luxembourg	6	1,8	6	4,6	18,4
Liège	12	5	5	5,5	27,5
Division risques chimiques	24,4		1,8	2,8	29,0
Division politique du contrôle	5			6	11,0
Services centraux	5		4,6	9,4	19,0
Equivalents Temps plein	116,5	22,1	50,4	64,3	253,3
Nombre total des membres du personnel	118	27	51	72	265
Pourcentage	99%	92%	99%	89%	96%

Les chiffres concernent les sommes des équivalents temps plein (ETP) pour les différentes catégories de personnel. Pour la majorité, cette réduction est due à un statut temps partiel demandé. Cependant, un certain nombre de membres du personnel de niveau A sont aussi détachés de manière permanente pour une partie de leur temps au Service interne pour la prévention et la protection du SPF ETCS. Cela revient au total à un membre du personnel temps plein niveau A.

Eléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- Les membres du personnel de niveau C/D liés aux directions régionales sont principalement (pas exclusivement) occupés aux chantiers, minières et carrières. Les activités sur les chantiers sont coordonnées au niveau régional et national.
- La division risques chimiques se concentre sur les entreprises dites « Seveso » et sur l'exposition spécifique aux agents chimiques.
- L'approche sectorielle est de ce fait un exemple pour les secteurs de la chimie et de la construction.

Question de réflexion : **Dans quelle mesure l'approche sectorielle est-elle également indiquée pour les autres secteurs ?**

2.1.2 Engagements prévus

La secrétaire d'état de l'époque prévoyait le remplacement intégral des pensions de 2004 et l'engagement de 14 niveaux A. Concrètement, il s'agissait de 22 fonctions. Le plan du personnel de 2004 qui a finalement été finalisé, ne prévoit plus le remplacement des pensions.

Concernant les engagements supplémentaires, trois nouvelles fonctions de niveau A sont effectivement remplies (2 spécialisations « master en sciences humaines » et 1 ingénieur industriel).

De plus, deux ingénieurs civils contractuels et deux ingénieurs industriels contractuels ont été repris dans le cadre statutaire. Ces quatre transpositions sont comptées comme des engagements sans que cependant les quatre emplois contractuels libérés ne soient maintenus dans le plan du personnel.

2.1.3 Départs attendus

Pour 2005, le gouvernement a décidé que les pensions effectives (l'âge de 65 ans est atteint) ne seront pas remplacées pour des raisons d'économies budgétaires. Cela concerne deux membres du personnel pour la DG CBE en 2005 (voir tableau).

Pour les autres pensions (les personnes qui demandent leur départ anticipé), on examinera en automne (septembre 2005) comment cette masse budgétaire libérée sera remplie en gardant à l'œil les besoins en personnel de l'ensemble du SPF (donc pas uniquement les besoins en personnel de la direction générale CBE).

	+60					+65
	Niv A	Niv B	Niv C/D	Adm	Total	Niv A
	117,5	22,1	50,4	64,3	254,3	117,5
2005	-25,6	-3,5	-5	-0,5	-34,6	-2
	91,9	18,6	45,4	63,8	219,7	115,5
2006	-31,6	-6,5	-8	-1	-47,1	-3
	85,9	15,6	42,4	63,3	207,2	114,5

Le tableau ci-dessus est une situation « worst case » où on suppose que tous les collaborateurs quittent le service à partir de l'âge de 60 ans, ce qui heureusement ne correspondra pas à la réalité.

Eléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- Les collaborateurs sur le terrain de niveau A et B de la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail doivent opérer de façon polydisciplinaire dans un environnement multidisciplinaire. Polydisciplinaire signifie que chacun doit avoir une connaissance de base de toutes les disciplines pertinentes. Un environnement multidisciplinaire signifie collaborer de façon complémentaire avec les collègues qui ont acquis une compétence profonde dans une discipline. La formation de tels collaborateurs nécessite également un minimum de deux ans.
- Si tous les collaborateurs qui atteignent l'âge de 60 ans en 2005 ou en 2006 partent aussi effectivement, la Direction générale CBE sera encore très limitée au niveau opérationnel fin 2006.

Question de réflexion : **Quelles activités faut-il maintenir en priorité ?**

2.2 Domaine de travail

2.2.1 Réactif

Etant donné qu'un enregistrement cohérent des dossiers n'a démarré officiellement que le 1^{er} janvier 2004, **il s'agit donc ici des chiffres du dernier semestre 2004.**

2.2.1.1 Nombre de dossiers selon la nature

	Plaintes CND*	Autres plaintes	Accidents du travail	Autres dossiers	Total
West-Vlaanderen	15	55	214	42	326
Oost-Vlaanderen	18	40	133	89	280
Antwerpen	45	42	159	163	409
Limburg	12	31	147	107	297
Vlaams-Brabant	16	55	189	122	382
Brussel / Bruxelles	112	38	78	199	427
Hainaut-Ouest	12	11	20	2	45
Hainaut-Est et Brabant wallon	44	29	88	95	256
Namur-Luxembourg	37	14	108	55	214
Liège	60	39	73	86	258
	371	354	1209	960	2894
	13%	12%	42%	33%	

(*) Plaintes CND : plaintes en rapport avec des « comportements non désirés » (violence, harcèlement moral ou sexuel)

2.2.1.2 Dossiers selon la provenance

	Justice	Direction générale	Autres initiateurs	Total
West-Vlaanderen	53	14	259	326
Oost-Vlaanderen	43	11	226	280
Antwerpen	29	10	370	409
Limburg	10	28	259	297
Vlaams-Brabant	36	16	330	382
Brussel / Bruxelles	28	25	374	427
Hainaut-Ouest	5	0	40	45
Hainaut-Est et Brabant wallon	31	10	215	256
Namur-Luxembourg	28	8	178	214
Liège	57	3	198	258
	320	125	2449	2894
	11%	4%	85%	

Explication :

- Justice : auditeur du travail, procureur et police fédérale ou locale ;
- Direction générale : cellule stratégique du ministre, président du comité de direction du SPF ETCS, autres directions générales du SPF ETCS, directeur général de la DG CBE ou le chef de la division contrôle de base ;
- Autres initiateurs : employeurs, travailleurs, syndicats, associations, ...

Eléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- L'enthousiasme de l'inspection pour le travail réactif et ensuite proactif est une question critique pour chaque inspection dans les états membres européens. Cette question a largement été abordée pendant le séminaire stratégique organisé à l'automne 2004 à Hamme-Mille. Tous les chefs de direction et coordinateurs concernés ont assisté à ce séminaire. L'option en consensus était une répartition fifty-fifty entre le travail réactif et proactif.
- Autres états membres au sein de l'UE pour les options alternatives :
0% proactif versus 40% réactif (UK) ;
75% proactif versus 25% réactif (Finlande).

Question de réflexion : **Quelle répartition est indiquée pour la Belgique au vu de l'effectif du personnel en forte diminution ?**

2.2.2 Proactif

2.2.2.1 Aperçu global des entreprises en Belgique

Ces chiffres sont basés sur les derniers chiffres disponibles de l'institut national des statistiques le 30 juin 2002 (publication « emploi et chômage – emploi et travail selon les différentes sources administratives ») rubrique « répartition par arrondissement administratif des employeurs et travailleurs assujettis à la Sécurité sociale au 30 juin 2002 – adresse url http://statbel.fgov.be/pub/d3/p315y2003_fr.pdf)

	Etablissements	Travailleurs	Travailleurs intellectuels		Travailleurs manuels	
Province de Flandre occidentale	33.765	377.977	187.033	49,5%	190.944	50,5%
Province de Flandre orientale	32.895	417.652	235.565	56,4%	182.087	43,6%
Province d'Anvers	42.630	606.037	360.661	59,5%	245.376	40,5%
Province de Limbourg	19.390	257.440	127.306	49,5%	130.134	50,5%
Province de Brabant flamand	22.337	328.995	217.085	66,0%	111.910	34,0%
Région de Bruxelles-Capitale	33.349	602.571	487.985	81,0%	114.586	19,0%
Province de Brabant flamand + de Hainaut	32.610	423.294	264.792	62,6%	158.502	37,4%
Province de Luxembourg + de Namur	16.625	185.139	120.049	64,8%	65.090	35,2%
Province de Liège	23.772	294.063	180.007	61,2%	114.056	38,8%
Belgique	257.373	3.493.168	2.180.483	62,4%	1.312.685	37,6%

2.2.2.2 Domaine de fonctionnement de la direction contrôle de la prévention des accidents graves

La direction contrôle de la prévention des accidents graves de la division contrôle des risques chimiques est chargée d'organiser et de réaliser les inspections de sécurité dans les entreprises dites Seveso, qui font partie du champ d'application de la directive européenne Seveso II 96/82/CE du 9 décembre 1996.

Ces entreprises sont réparties en deux types :

Les entreprises « seuil 1 » sont des entreprises où sont présentes des substances dangereuses dans des quantités égales ou supérieures à la plus petite valeur-seuil, mais inférieures à la plus grande valeur-seuil telle que visée à l'annexe I de la directive Seveso II.

Les entreprises à « seuil 2 » sont des entreprises où sont présentes des substances dangereuses dans des quantités égales ou supérieures à la plus grande valeur-seuil telle que visée à l'annexe I de la directive Seveso II.

En 2004, cela concerne : **194** entreprises « seuil 1 » et **137** entreprises « seuil 2 ».

2.3 Prestations

2.3.1 Données relatives à la présence dans les entreprises par direction

Lors du calcul des pourcentages de présence, on n'a pas tenu compte des inspecteurs qui opèrent avec un régime de suivi intensif. Cela concerne ici sept inspecteurs de niveau A. Les prestations de ces de ces inspecteurs sont en effet si infimes qu'elles donneraient une image très faussée du niveau de prestation de la majorité des inspecteurs.

Les pourcentages présents concernent également le temps de travail primaire disponible. Le temps de travail secondaire est estimé à 30% du temps de travail disponible. Le temps de travail secondaire est prévu pour les déplacements, les réunions de service, le temps d'accompagnement, les obligations administratives non cumulées aux missions d'inspection e.a.

2.3.1.1 Pourcentage de présence sur le terrain (chantiers + entreprises)

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	34%	30%	59%	42%
West-Vlaanderen	42%	39%	59%	47%
Oost-Vlaanderen	41%	38%	63%	46%
Antwerpen	41%	36%	56%	45%
Limburg	37%	27%	64%	46%
Vlaams-Brabant	29%	32%	44%	35%
Brussel / Bruxelles	36%	28%	51%	40%
Hainaut-Ouest	33%	30%	68%	55%
Hainaut-Est et Brabant wallon	17%	18%	50%	31%
Namur-Luxembourg	34%	30%	66%	48%
Liège	29%	26%	63%	36%

2.3.1.2 Pourcentage de présence sur les chantiers

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	4,4%	3,9%	37,7%	15,9%
West-Vlaanderen	7,7%	-	33,8%	15,1%
Oost-Vlaanderen	3,5%	0,9%	61,6%	17,2%
Antwerpen	2,5%	9,0%	45,3%	17,7%
Limburg	0,6%	9,9%	51,6%	22,6%
Vlaams-Brabant	2,2%	1,9%	42,6%	16,2%
Brussel / Bruxelles	20,1%	2,6%	46,6%	26,5%
Hainaut-Ouest	-	-	32,2%	20,6%
Hainaut-Est et Brabant wallon	1,8%	4,3%	16,2%	8,1%
Namur-Luxembourg	8,5%	4,9%	33,4%	19,2%
Liège	2,3%	2,8%	25,2%	7,4%

2.3.1.3 Pourcentage de présence dans les entreprises

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	29,9%	25,7%	21,0%	26,2%
West-Vlaanderen	34,8%	39,3%	25,5%	32,2%
Oost-Vlaanderen	37,8%	37,2%	0,9%	28,6%
Antwerpen	38,2%	27,4%	10,8%	27,6%
Limburg	36,7%	17,1%	12,3%	23,1%
Vlaams-Brabant	27,2%	29,7%	1,1%	18,4%
Brussel / Bruxelles	16,2%	25,6%	4,9%	14,0%
Hainaut-Ouest	32,9%	30,2%	35,7%	34,2%
Hainaut-Est et Brabant wallon	15,5%	13,7%	33,8%	22,8%
Namur-Luxembourg	25,0%	25,2%	32,4%	28,4%
Liège	26,4%	23,7%	38,2%	28,3%

2.3.1.4 Pourcentage de visites d'inspection avec piste matérielle

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	89%	94%	91%	91%
West-Vlaanderen	91%	95%	91%	91%
Oost-Vlaanderen	93%	99%	100%	97%
Antwerpen	78%	100%	95%	89%
Limburg	96%	99%	98%	98%
Vlaams-Brabant	84%	99%	72%	79%
Brussel / Bruxelles	100%	99%	99%	99%
Hainaut-Ouest	94%	97%	100%	99%
Hainaut-Est et Brabant wallon	94%	76%	94%	92%
Namur-Luxembourg	88%	100%	85%	88%
Liège	89%	84%	68%	81%

2.3.1.5 Pourcentage de visites d'inspection en contact avec les représentants des travailleurs

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	14%	10%	3%	8%
West-Vlaanderen	6%	20%	2%	4%
Oost-Vlaanderen	22%	22%	1%	13%
Antwerpen	14%	4%	2%	7%
Limburg	30%	4%	6%	11%
Vlaams-Brabant	14%	53%	0%	9%
Brussel / Bruxelles	51%	3%	1%	14%
Hainaut-Ouest	8%	0%	3%	3%
Hainaut-Est et Brabant wallon	13%	2%	7%	8%
Namur-Luxembourg	5%	4%	5%	5%
Liège	4%	10%	6%	6%

2.3.1.6 Pourcentage de visites d'inspection en contact avec la ligne hiérarchique

	Niv A	Niv B	Niv C/D	Total
Moyenne nationale	73%	74%	69%	71%
West-Vlaanderen	86%	88%	59%	73%
Oost-Vlaanderen	78%	87%	90%	85%
Antwerpen	65%	84%	57%	64%
Limburg	78%	27%	67%	63%
Vlaams-Brabant	79%	95%	57%	68%
Brussel / Bruxelles	75%	74%	95%	88%
Hainaut-Ouest	94%	96%	24%	45%
Hainaut-Est et Brabant wallon	78%	23%	61%	61%
Namur-Luxembourg	70%	81%	78%	76%
Liège	53%	78%	90%	70%

2.3.2 Données relatives au nombre de visites d'inspection par direction pour la totalité du personnel sur le terrain

Lors du calcul des nombres par équivalent temps plein (ETP) il n'a pas été tenu compte des inspecteurs qui opèrent avec un régime de suivi intensif.

Etant donné qu'une stratégie d'activité cohérente n'a officiellement débuté qu'à partir du 1er avril 2004, **il s'agit donc ici des chiffres des trois derniers trimestres de 2004.**

2.3.2.1 Nombre total des visites d'inspection

	Total	Par ETP
Moyenne nationale	29.972	339
West-Vlaanderen	3.474	409
Oost-Vlaanderen	4.170	382
Antwerpen	3.670	349
Limburg	2.620	354
Vlaams-Brabant	2.422	310
Brussel / Bruxelles	2.217	404
Hainaut-Ouest	1.686	381
Hainaut-Est et Brabant wallon	2.015	221
Namur-Luxembourg	3.422	351
Liège	4.276	296

2.3.2.2 Nombre total de visites sur les chantiers

	Total	Par ETP
Moyenne nationale	15.420	175
West-Vlaanderen	1.664	196
Oost-Vlaanderen	2.020	185
Antwerpen	1.911	182
Limburg	1.630	220
Vlaams-Brabant	1.356	174
Brussel / Bruxelles	1.742	317
Hainaut-Ouest	782	177
Hainaut-Est et Brabant wallon	1.005	110
Namur-Luxembourg	2.141	220
Liège	1.169	81

2.3.2.3 Nombre total de visites d'entreprises

	Total	Par ETP
Moyenne nationale	14.552	165
West-Vlaanderen	1.810	213
Oost-Vlaanderen	2.150	197
Antwerpen	1.759	167
Limbur	990	134
Vlaams-Brabant	1.066	137
Brussel / Bruxelles	475	86
Hainaut-Ouest	904	204
Hainaut-Est et Brabant wallon	1.010	111
Namur-Luxembourg	1.281	131
Liège	3.107	215

2.3.3 Données pour le nombre de produits par direction

Lors du calcul du nombre par équivalent temps plein (ETP), il n'a pas été tenu compte des inspecteurs qui opèrent avec le régime du suivi intensif.

Etant donné qu'un enregistrement cohérent des produits n'a été lancé officiellement qu'à partir du 1er juillet 2004, **il s'agit donc ici des chiffres du dernier semestre de 2004.**

2.3.3.1 Nombre de rapports simplifiés

	Total	Par ETP
Moyenne nationale	9.586	108
West-Vlaanderen	1.526	180
Oost-Vlaanderen	1.788	164
Antwerpen	1.335	127
Limburg	1.899	257
Vlaams-Brabant	1.101	141
Brussel / Bruxelles	982	179
Hainaut-Ouest	381	86
Hainaut-Est et Brabant wallon	502	55
Namur-Luxembourg	37	4
Liège	35	2

2.3.3.2 Nombre d'avertissements écrits

	Total	Par ETP
Moyenne nationale	3.632	41
West-Vlaanderen	1.051	124
Oost-Vlaanderen	876	80
Antwerpen	283	27
Limburg	101	14
Vlaams-Brabant	237	30
Brussel / Bruxelles	85	15
Hainaut-Ouest	22	5
Hainaut-Est et Brabant wallon	249	27
Namur-Luxembourg	438	45
Liège	290	20

2.3.3.3 Nombre de mesures imposées

	Total	Par ETP
Total national	329	3,7
West-Vlaanderen	1	0,1
Oost-Vlaanderen	22	2,0
Antwerpen	75	7,1
Limburg	104	14,1
Vlaams-Brabant	29	3,7
Brussel / Bruxelles	21	3,8
Hainaut-Ouest	2	0,5
Hainaut-Est et Brabant wallon	10	1,1
Namur-Luxembourg	45	4,6
Liège	20	1,4

2.3.3.4 Nombre de PJ

	Total	Par ETP
Total national	92	1,0
West-Vlaanderen	1	0,1
Oost-Vlaanderen	30	2,7
Antwerpen	6	0,6
Limburg	16	2,2
Vlaams-Brabant	16	2,1
Brussel / Bruxelles	13	2,4
Hainaut-Ouest	0	0,0
Hainaut-Est et Brabant wallon	2	0,2
Namur-Luxembourg	3	0,3
Liège	5	0,3

Eléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- Le nombre d'inspecteurs en Belgique proportionnellement au nombre de travailleurs appartient au nombre le plus faible des états membres.
- La présence des inspecteurs sur le terrain est comparable aux chiffres de la majorité des états membres.
- Le nombre de visites d'inspection par ETP (équivalent temps plein) appartient au nombre le plus élevé des états membres. Ce dernier résultat peut uniquement être obtenu en ingérant fortement sur la fabrication des produits répressifs (avertissements écrits, mesures imposées et surtout les pro justitia qui prennent du temps).

Question de réflexion : **Dans quelle mesure une diminution des visites d'inspection est-elle acceptable s'il y a une augmentation équivalente de la fabrication des produits répressifs ?**

2.3.4 Actions de soutien

Lors du calcul des pourcentages, il n'a pas été tenu compte du temps disponible des membres du personnel qui opèrent avec un régime de suivi intensif.

2.3.4.1 Pourcentage du temps disponible consacré aux conférences

Moyenne nationale	0,96%
West-Vlaanderen	1,41%
Oost-Vlaanderen	0,58%
Antwerpen	2,26%
Limburg	0,56%
Vlaams-Brabant	0,67%
Brussel / Bruxelles	0,36%
Hainaut-Ouest	0,14%
Hainaut-Est et Brabant wallon	2,25%
Namur-Luxembourg	0,21%
Liège	0,57%

2.3.4.2 Nombre et pourcentage du temps disponible consacré aux visites de consultation

	Nombre	% temps
Moyenne nationale	2.257	3,94%
West-Vlaanderen	157	2,07%
Oost-Vlaanderen	126	1,47%
Antwerpen	236	4,26%
Limburg	147	2,84%
Vlaams-Brabant	66	1,29%
Brussel / Bruxelles	42	1,28%
Hainaut-Ouest	81	3,19%
Hainaut-Est et Brabant wallon	256	6,63%
Namur-Luxembourg	376	6,00%
Liège	770	6,84%

2.3.4.3 Pourcentage du temps effectivement disponible consacré aux projets

Moyenne nationale	3,05%
West-Vlaanderen	1,91%
Oost-Vlaanderen	4,72%
Antwerpen	1,57%
Limburg	5,77%
Vlaams-Brabant	2,53%
Brussel / Bruxelles	0,24%
Hainaut-Ouest	0,86%
Hainaut-Est et Brabant wallon	5,27%
Namur-Luxembourg	2,79%
Liège	2,96%

Eléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

Le temps consacré aux conférences est relativement limité. Généralement, ce sont cependant les meilleurs collaborateurs qui y consacrent du temps (10% de la capacité d'inspection des meilleurs inspecteurs selon les estimations). Les conférences ont néanmoins un effet de levier important.

Question de réflexion : **Dans quelle mesure les conférences du personnel d'inspection ont un effet suffisant pour y consacrer la meilleure capacité d'inspection ?**

2.3.5 Thèmes actuels

2.3.5.1 Codification des thèmes

- (1) Loi Bien-être – Loi 04.08.1996
- (2) Politique – AR 27.03.1998, Titre I, Chap.III/Code
- (3) Services internes prévention et protection AR 27.03.1998, Titre II, Chap.I/Code
- (4) Services externes prévention et protection AR 27.03.1998, Titre II, Chap. II/Code
- (5) Comité prévention et protection Titre V, Div. III/A – AR 03.05.1999, Titre II, Chap.IV/Code
- (6) Lieux du travail (excepté signalisation/ art. 52) – AR 18.06.1993/RGPT
- (7) Précautions danger d'incendie RGPT Titre II, chap.I, div.V, art. 52
- (8) Signalisation sécurité & santé – AR 17.06.1997, Titre III, Chap.I, Div.I/Code
- (10) Facteurs d'environnement et agents physiques, Titre IV/Code
- (11) Agents cancérigènes – AR 02.12.1993, Titre V, Chap.II, Div.I/Code
- (12) Agents biologiques – AR 04.08.1996, Titre V, Chap.III/Code
- (13) Equipements de travail – AR 12.08.1993, Titre VI, Chap.I/Code
- (15) Equipements de protection individuelle – AR 07.08.1995, Titre VII, Chap.II/Code
- (18) Maniement manuel de charges – AR 12.08.1993, Titre VIII, Chap.V/Code
- (19) Règlement général des installations d'électricité + prescriptions sur les installations d'électricité du RGPT, Titre III, Chap.I/RGPT
- (20) Construction RGPT Titre III, chap. II, div. III
- (21) Chantiers temporaires et mobiles – AR 25.01.2001, Titre III, Chap.V/Code
- (22) Dispositions RGPT relatives aux appareils de levage RGPT art. 268 à 281
- (23) Surveillance de la santé
- (24) Application de la loi sur l'inspection du travail 16 novembre 1972
- (25) Protection de la maternité, Code – Titre VIII, Chap.I

2.3.5.2 Plaintes 2004

Le tableau suivant donne pour les secteurs à risques (voir Pharaomètre plus loin) un aperçu des plaintes (à l'exception des plaintes « comportements non désirés » (violence, harcèlement moral ou sexuel)) réparties selon les rubriques mentionnées ci-dessus de la réglementation.

Seules les rubriques avec un minimum de dix plaintes ont été retenues. La plupart des plaintes comprennent plusieurs aspects réglementaires (rubriques).

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(10)	(11)	(12)	(13)	(15)	(18)	(19)	(20)	(21)	(23)	(25)	Tot
15	7	3		2	6	13			1		2							1	1	36
26	1					5			2	1		2	2		1			1	2	20
28	3	4	1	1	2	5	2	1	2	2	1	3		1	2			1	2	35
29	2	2	1			3						1								9
45	7	3	2	5		8	1	4	4	3		10	11		7	39	19		1	126
50-52	15	6	8	5	4	21	6	10	11	3		5	7	1	11			2	5	124
55	4	4	1		1	3	2	1	1		2				1				2	24
60-63	12	7	3	1	2	10	1	1	5	1	2	3	2	2	2			1	1	60
70-74	2	1	1	3	3	5			2	1	1		6		1	1	2			29
85	6	8	2	4		15	6	2	2	3	1	2	3	5	1				1	62
Général	89	54	37	30	27	132	38	22	40	29	10	39	48	11	32	41	24	14	16	760

La colonne de droite donne pour ces secteurs industriels à risques le nombre total de rubriques pour lesquelles une plainte a été déposée.

La rangée inférieure du tableau donne le nombre total de fois où la rubrique de la réglementation apparaît dans les plaintes reçues.

Dans 31% des cas, les manquements aux prescriptions de la loi sur le bien-être ou les défauts au niveau organisationnel (SIPPT-SEPPT et CPPT) sont signalés.

17% des manquements concernaient les équipements des lieux de travail.

Éléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- Le nombre de plaintes introduites dans les entreprises avec un comité pour la prévention et la protection au travail et les entreprises où le conseiller en prévention du SIPP a joui d'une formation complémentaire augmente d'année en année. Si, bientôt sous l'influence de la réglementation européenne, il y a également un représentant syndical dans les PME, on peut s'attendre à ce que le nombre de plaintes augmente aussi auprès du service d'inspection.
- Il est ressorti d'un sondage auprès des directions régionales que la durée moyenne pour le traitement d'une plainte varie de 4 à 8 semaines, dépendamment de la nature de la plainte, l'occupation du personnel d'une direction, les autres missions prioritaires, etc.

Question de réflexion : **Dans quelle mesure est-il acceptable de promettre à la personne qui dépose une plainte un délai statistique pour le traitement d'une plainte, lequel peut être de trois ou plusieurs mois, tout en tenant compte du nombre croissant des questions ou interventions de l'inspection ?**

2.3.5.3 Pro justitia en 2004 pour cause d'infractions

Le tableau ci-dessous donne le nombre d'infractions reprises dans les pro justitia par rubriques de la réglementation (voir plus haut) pour les différents secteurs à risques (voir plus loin dans le Pharaomètre).

Environ la moitié (46%) des pro justitia est rédigée dans le secteur de l'industrie de la construction.

	(1)	(2)	(3)	(7)	(13)	(15)	(20)	(22)	(24)	Nombre PJ
15	3	4	1	0	3	0	0	0	0	4
26	5	3	1	0	7	0	0	0	1	5
28	3	6	1	1	1	2	0	0	1	8
29	0	2	0	0	1	0	0	0	0	2
45	27	26	6	0	19	16	58	5	7	95
50-52	1	5	3	3	1	0	1	1	0	12
55	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
60-63	12	9	0	3	7	1	0	2	0	18
70-74	8	0	2	0	0	0	1	0	3	13
85	1	1	1	0	0	0	0	0	0	5
Général	78	81	16	11	67	23	65	10	15	207

Entre la rédaction d'un pro justitia et un jugement définitif sur la suite donnée par soit les tribunaux soit le service d'étude du SPF ETCS (services des amendes administratives), un grand laps de temps s'écoule.

A la fin février 2005, date de la fin de la demande des données auprès des directions régionales pour le présent rapport annuel, les données suivantes étaient connues sur les pro justitia rédigés en 2005.

Nombre	Jugement	Amendes administratives	En examen auprès du tribunal	En examen auprès du service d'étude
205	47	14	79	43

Éléments supplémentaires pour la réflexion/discussion

- Il s'écoule un temps considérable entre la rédaction d'un pro justitia et une décision finale quant à la suite donnée.
- On peut se poser des questions sur l'utilité et l'effet d'un jugement plusieurs années après les faits.
- La rédaction d'un pro justitia est une occupation qui prend du temps et qui exige une preuve très précise et motivée à la charge du contrevenant. Ce n'est donc certainement pas motivant pour le fonctionnaire qui verbalise, de devoir constater que l'on donne relativement peu de suites à ses constatations ou en tout cas, pas dans un délai relativement court.

Question de réflexion : Quelles sont les mesures alternatives de sanction pour les infractions graves qui sont efficaces et efficaces ?

2.3.5.4 Pro justitia pour un motif spécifique

Dans le tableau, seuls les pro justitia rédigés dans les entreprises appartenant aux secteurs à risques (voir plus loin Pharaomètre) sont repris. La dernière colonne indique le nombre total de pro justitia rédigés dans le secteur concerné.

La dernière rangée donne le nombre total de pro justitia qui concernent le motif évoqué.

Environ 80% des pro justitia sont rédigés après notification d'un accident du travail ou après un avertissement répété de l'inspection.

	Accident mortel	Autre accident	Avertissement répété	Total
15		3	1	4
26		1	2	5
28	3	1	3	8
29		2		2
45	6	26	51	95
50-52		6	4	12
55			1	1
60-63	2	4	3	18
70-74	1	4	6	13
85			1	5
Total	12	47	72	163
Général	13	64	85	207

2.4 Prestations de la division risques chimiques

2.4.1 Activités d'inspection

2.4.1.1 Utilisation de la capacité d'inspection disponible

Aperçu général de l'emploi du temps en 2004 :

Missions d'inspection :	Nombre de visites	Temps consacré (heures)	% total net du temps de production disponible
• Inspections systématiques	359	4.735,5	42,3
• Autres inspections proactives	49	510,3	4,6
• Examen accidents/incidents	64	309,8	2,8
• Autres missions réactives	78	1.369,6	12,2
Autres missions :		Temps consacré (heures)	% total net du temps de production disponible
• Évaluation des rapports de sécurité		506,4	4,5
• Information, avis		568,2	5,1
• Coordination et concertation		710,2	6,3
• Représentation		755,1	6,7
• Examen & développement e.a.		1.546,8	13,8
• Autres		190,4	1,7
TOTAL	550	11.202,3	100

En 2004, 550 visites d'inspection ont été menées :

- 359 visites concernaient 268 visites systématiques du système de prévention dans les entreprises Seveso, tel que prescrit à l'art. 18 de la directive Seveso II (en moyenne, 1,33 visites étaient donc nécessaires par examen)

Ces 268 visites systématiques comprennent :

- 27 inspections initiales (ces inspections sont comprises comme une première visite dans une entreprise, lorsqu'il est quasi impossible, à défaut d'informations suffisantes, de préparer un examen plus ciblé)
- 46 contrôles du système de sécurité des entreprises
- 42 examens centrés sur l'évaluation des mesures préventives à l'aide de check-lists spécifiques
- 50 examens des analyses de risque et des risques spécifiques
- 5 examens afin de vérifier si certaines mesures sont effectivement mises en pratique
- 98 inspections de suivi des inspections systématiques précédentes

Le temps de présence total dans les entreprises était en 2004 de : 3342,2 heures.

C'est :

- 29,8 % du temps de production disponible total net (11202,3 heures)
- 48,3 % du temps disponible total net pour l'exécution d'inspections proactives et réactives (6925,2 heures)

51,7 % du temps disponible net pour les inspections et les missions d'examen (déplacements non comptés) ont été consacrés à la préparation, au rapportage, au suivi administratif, e.a. des inspections.

Les inspecteurs sont également chargés d'autres missions concernant :

- l'évaluation des rapports de sécurité ;
- la diffusion d'informations et d'avis ;
- la coordination et la concertation avec les autres services d'inspection compétents ;
- la représentation du service en commissions et groupes de travail ;
- l'examen et le développement.

On consacre à ces autres missions 4277,1 heures, à savoir 38,2 % du temps de production disponible total net.

2.4.1.2 Examen de plaintes

En 2004, 5 plaintes ont été introduites, qui ont toutes été examinées.

2 plaintes ont été jugées fondées.

L'examen de 3 plaintes n'est toujours pas terminé.

2.4.1.3 Examen d'accidents

905 accidents du travail ont été notifiés, dont 26 accidents du travail (1 mortel, 1 avec une inaptitude permanente, 24 avec une inaptitude temporaire).

61 de ces accidents ont été examinés, c-à-d 6,7 % des déclarations.

2.4.1.4 Output des inspections

En 2004, les inspections ont mené à :

- 447 lettres dans lesquelles sont fixées des actions d'amélioration et des délais
- 17 lettres formelles d'avertissement avec sommation de régularisation
- 1 lettre imposant formellement des mesures supplémentaires
- 4 procès-verbaux d'infraction
- 1 demande au pouvoir public de retrait de la licence de l'entreprise concernée.

2.4.2 Activités du laboratoire de toxicologie industrielle

2.4.2.1 Mesures des lieux de travail

Les mesures suivantes (échantillonnages + analyse + calcul du résultat) sont réalisées (sont notifiés : l'agent le plus important et le nombre de dossiers qui ont été traités) :

- Asbeste dans des matériaux : 22 (la technique standard pour ce faire est la microscopie de polarisation ; pour les échantillons difficiles on utilise la microscopie analytique d'électrons)
- Suie de diesel : 6
- Disposition PCB's dans les huiles minérales à évacuer : 1
- Disposition gravimétrique substance que l'on peut inhaler : 1.
- Asbeste dans l'air : 3
- Fumée de soudage (à l'occasion du soudage d'acier inoxydable Ni, Cr, Cr VI, Mn,..) : 1
- Examen des colorants avec diffraction des rayons X : 1.

Remarques :

- le volume par dossier peut fortement différer : ainsi, un dossier peut correspondre à un ou plusieurs échantillons. Par conséquent, cela a peu de sens de comparer des chiffres nus sur le nombre de dossiers (par exemple d'années en années). Pour les mesures dans les entreprises, on fait la plupart du temps une visite préalable (observer les facteurs d'emplacement, sélection des travailleurs pour l'échantillonnage, sélection pour les agents à mesurer,...)
- par dossier, plusieurs agents peuvent se présenter : par exemple, les vapeurs et substances organiques.

Les demandes de mesures proviennent principalement de la Division contrôle de base, d'autres services publics, du service interne pour la prévention et la protection. Certaines demandes sont totalement indépendantes à l'initiative du contrôle de base, d'autres cadrent dans une campagne (fumée de soudage, suie de diesel, ...)

2.4.2.2 Comparaisons inter-laboratoires

Le laboratoire **participe** aux schémas de compétence professionnelle suivants (proficiency testing schemes) :

- WASP (plomb, chrome et cadmium) : 4 tournées par an ;
- AIMS (asbeste dans des matériaux) : 3 tournées par an ;
- WASP (fumée de soudage) : 4 tournées par an ;
- AFRICA (comptages de fibres) : 2 tournées par an.

Le laboratoire **organise** (et bien entendu, y participe aussi) les schémas de compétence professionnelle suivants :

- Fibres sur filtres : 3 tournées par an. Environ 20 laboratoires participants. Contrôle de qualité de ces échantillons ;
- Asbeste dans des matériaux : 3 tournées par an. Environ 15 laboratoires participants. Le laboratoire assure la réalisation et le contrôle de la qualité des échantillons ;
- Substances organiques dans l'air : 2 comparaisons inter-laboratoires par an (organisées en collaboration avec le VITO à Mol).

Pour toutes ces comparaisons inter-laboratoires, le laboratoire assure l'organisation et le traitement de ces résultats.

Le laboratoire fait partie d'un réseau européen d'organismes de schémas de compétence professionnelle et de laboratoires de référence. On a collaboré à un échange d'échantillons pour la numérotation de fibres avec certains autres organismes de la Grande Bretagne et d'Espagne. Les résultats de cet examen sont acceptés pour publication dans les Annals of Occupational Hygiene.

2.4.3 Autres missions

2.4.3.1 Coordination, concertation et représentation

La division est chargée de la coordination des inspections de tous les services d'inspection compétents (tant Régionaux que Fédéraux) qui ont un rapport avec le contrôle de la prévention des accidents chimiques lourds en Belgique. La division doit également veiller à l'organisation de la structure de concertation permanente des autorités belges permanentes au niveau de la prévention et de la lutte contre les accidents graves.

Ces missions de coordination exigent un effort considérable du service en matière d'organisation de la concertation nécessaire entre les différentes autorités. En 2004, 6,3% du temps disponible net ont été consacrés aux réunions de concertation. Cet emploi du temps est indispensable pour veiller à ce que les différents services concernés interviennent de manière cohérente et non qu'ils opèrent séparément les uns des autres (comme c'était le cas à plusieurs reprises dans le passé).

Ensuite, la division doit assurer la représentation officielle de la Belgique dans les affaires internationales qui ont un rapport avec la prévention des accidents graves.

En 2004, 6,7% du temps disponible net était consacré à la participation à 51 réunions de commissions, groupes de travail, séminaires et autres.

2.4.3.2 Examen et développement

Une des missions les plus importantes de la division concerne l'organisation et l'exécution d'inspections de sécurité dans les entreprises Seveso selon les exigences imposées à l'art. 18 de la directive « Seveso II ». Ces inspections doivent donc comprendre un examen **planifié** et

systematique des **systemes** utilisés au sein d'un établissement, tant les systèmes de nature technique et organisationnelle que ceux relatifs à l'entreprise.

Pour satisfaire à ces exigences, des projets sont lancés annuellement pour le développement de nouvelles méthodes d'inspection et l'amélioration des techniques d'inspection existantes.

En 2004, les projets suivants ont été menés :

- La rédaction d'une nouvelle version de la check-list « oxyde d'éthylène »
- La rédaction de la check-list « acide sulfurique et oléum »
- La rédaction d'une nouvelle version du PLANOP (Progressive Loss of containment Analysis – Optimizing Prevention), une méthode pour l'exécution des analyses d'isolation, accompagné d'un software.

Ces documents sont disponibles pour le public et peuvent être téléchargés sur le site Internet du SPF (www.meta.fgov.be).

Ensuite, un projet d'enquête externe a été lancé en 2004 pour l'inventaire et l'analyse des méthodes, codes de bonne pratique et recommandations disponibles pour l'évaluation (de là le point de vue sécuritaire) du minimum de personnel dans les installations chimiques. Les résultats de ce projet sont attendus courant 2005.

2.4.3.3 Information et avis

Le 26 octobre 2004, la division a organisé le 8e colloque « prévention des accidents graves », avec 256 participants.

Ce colloque cadrait avec le travail avec des tiers, il avait pour principaux objectifs :

- Donner des explications sur les prescriptions réglementaires relatives au travail avec des tiers ;
- Présenter les résultats de la campagne d'inspection sur le travail avec des contractants ;
- Échanger les bonnes pratiques entre les entreprises au niveau du travail avec des tiers.

3 Pharaomètre

3.1 Objectif de la cellule stratégique du secrétariat d'état

Afin de pouvoir mesurer et suivre la prévention des accidents du travail, un instrument fiable et pratique doit être développé.

Il doit s'agir d'un instrument fiable :

- Objectif au niveau de la collecte des données ;
- Indépendant de la conjoncture.

L'instrument doit être applicable dans la pratique :

- Simple d'utilisation et transparent ;
- Les résultats de mesure doivent être univoques et immédiatement utilisables.

De plus, l'instrument doit pouvoir être utilisé pour donner un feedback à tous les acteurs dans le domaine de la prévention des accidents du travail.

Pour répondre à ces conditions, le Pharaomètre doit comprendre deux éléments : un index qui caractérise les accidents du travail et un index qui évalue la politique de prévention. Les deux index donnent ensemble une qualification grâce à laquelle les secteurs ou les entreprises individuelles peuvent être comparées entre elles, mais qui peut aussi servir de base pour gérer par exemple la politique de prévention de l'administration.

- Le premier index, l'Index des Accidents du travail Industriels (IAI), a pour objectif de déterminer combien d'accidents du travail sont survenus dans l'« environnement industriel » et donc sont à imputer à l'activité industrielle. Un accident du travail peut être considéré comme accident du travail industriel s'il y a un rapport direct avec un certain agent matériel et une certaine forme. L'IAI peut alors être défini comme le nombre total d'accidents du travail industriels par 100 000 travailleurs.
- Le second index, l'Index Prévention (IP), doit donner une synthèse d'un certain nombre d'items sur le lieu de travail qui sont représentatifs pour la politique de prévention de l'entreprise. Il s'agit ici par exemple des structures de sécurité, du fonctionnement des comités PP, de l'accueil dans l'entreprise des nouveaux venus et des intérimaires ... mais également les manquements constatés lors des inspections tels que l'absence de cartes d'instruction, la protection contre les chutes, les équipements de protection individuelle ... De même, la culture de prévention de l'entreprise peut être abordée, par exemple comment la ligne hiérarchique remplit ses tâches dans le cadre de la politique sur le bien-être, y a-t-il une politique sur le bien-être active de la part du management...

Là où l'IAI peut être calculé avec une relative simplicité sur la base des données existantes du Fonds des Accidents du travail, l'IP demande des enquêteurs expérimentés. Il est important ici que la subjectivité de l'enquêteur soit réduite au minimum, car dans le cas contraire, les résultats ne seront pas représentatifs ou comparables ou le seront de façon insuffisante.

3.2 Implémentation pratique

3.2.1 Index des accidents du travail industriels

On a décidé d'utiliser les chiffres suivants pour l'index des accidents du travail industriels :

- Le nombre absolu d'accidents du travail graves (ATG)
- Le nombre d'accidents du travail graves par 100 000 travailleurs (appelé degré d'influence = DI)

La sélection a été opérée par le Fonds des Accidents du travail (FAT) sur la base de la banque de données des accidents du travail de 2003 selon la définition des « accidents du travail » de l'AR du 24/02/2005. Pour ce faire, un tableau de conversion a été utilisé, rédigé par le FAT pour transposer les codes de la forme de l'accident du travail vers les codes pertinents des « incidents anormaux » et transposer les codes de l'« agent matériel » en « objet concerné par l'incident anormal », ce qui bien sûr constituera une déformation à l'égard des mesures de 2005.

Sur la base de ces données, les dix secteurs industriels avec le plus grand nombre d'ATG ont d'une part été sélectionnés sur la base d'un code Nace (2 chiffres) et d'un assemblage d'eux.

Cette sélection est complétée par six autres groupes de secteurs qui sont dans le top dix des plus grands degrés d'influence.

3.2.1.1 Sélection de secteurs

Nace	Description	Total	Nombre	%	DI
45	Construction	1862	189.233	7,25%	984
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	1115	453.979	17,39%	246
60..63	Transport et entreposage	960	119.483	4,58%	803
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	727	359.069	13,76%	202
28	Travail des métaux	512	59.379	2,27%	862
85	Santé et action sociale	417	295.866	11,34%	141
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	413	93.282	3,57%	443
55	Hôtels et restaurants	229	111.278	4,26%	206
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	229	32.258	1,24%	710
29	Fabrication de machines et équipements	222	41.712	1,60%	532
Nace	Description	Total	Nombre	%	DI
05	Pêche	13	546	0,02%	2.381
10..14	Industrie extractive	50	3.136	0,12%	1.594
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	180	11.539	0,44%	1.560
19	Industrie du cuir et fabrication de la chaussure	18	1.755	0,07%	1.026
37	Autres industries manufacturières et récupération	29	2.929	0,11%	990
95	Services domestiques	24	2.461	0,09%	975

A cause du nombre limité d'accidents graves enregistrés et à cause de la pertinence statistique, certains secteurs tels que la pêche (13 accidents), l'industrie du cuir et fabrication de la chaussure (18 accidents), les autres industries manufacturières et récupération (29 accidents) et les services domestiques (24 accidents) ne seront plus pris en considération.

3.2.1.2 Incidents anormaux les plus importants

Le tableau ci-dessous comprend pour les 16 secteurs sélectionnés les deux incidents anormaux les plus importants qui ont mené à un accident du travail grave, en indiquant le pourcentage.

Nace	Description	Perte de contrôle	Chute en hauteur	Total
45	Construction	12%	39%	50%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	14%	24%	38%
60-63	Transport et entreposage	9%	30%	39%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	9%	27%	36%
28	Travail des métaux	19%	19%	38%
85	Santé et action sociale	8%	29%	37%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	10%	20%	30%
55	Hôtels et restaurants	9%	32%	41%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	17%	18%	35%
29	Fabrication de machines et équipements	16%	20%	36%
10..14	Industrie extractive	12%	22%	34%

20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	10%	28%	38%
----	---	-----	-----	-----

3.2.1.3 Objets en relation avec l'incident anormal qui mènent à des accidents graves

Le tableau ci-dessous comporte pour les **16** secteurs sélectionnés les cinq objets les plus importants qui ont mené à l'accident du travail grave, en indiquant le pourcentage.

1. Echafaudage
2. Machines ou appareils
3. Transport fermé ou ouvert
4. Véhicules

Nace	Description	1	2	3	4
45	Construction	34%	18%	6%	7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	17%	18%	12%	17%
60-63	Transport et entreposage	13%	6%	15%	37%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	26%	19%	9%	12%
28	Travail des métaux	13%	33%	9%	5%
85	Santé et action sociale	26%	16%	6%	12%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	16%	31%	11%	8%
55	Hôtels et restaurants	30%	17%	9%	7%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	18%	31%	10%	8%
29	Fabrication de machines et équipements	14%	31%	12%	9%
10..14	Industrie extractive	14%	32%	16%	12%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	22%	47%	7%	2%

3.2.2 Index Prévention

3.2.2.1 Principe général

Au cours des visites d'inspection en 2003 dans les sièges d'exploitation de l'entreprise, les anciens inspecteurs techniques ont rédigé un index sur la base de vingt rubriques.

Quinze rubriques traitent du respect de la réglementation spécifique et cinq rubriques traitent de la réglementation en rapport avec l'organisation.

Les tableaux et graphiques ci-dessous reflètent le pourcentage des cas dans lesquels un score de 0 et 1 est attribué. Cela signifie que l'on a constaté un non-respect incontestable de la réglementation.

Les différents secteurs à risques retenus (voir index des accidents industriels) sont comparés à la moyenne obtenue de tous les secteurs.

3.2.2.2 Nombre d'examens dans les secteurs à risques

Pour tous les secteurs d'entreprise, 6 418 mesures de l'index prévention ont été effectuées sur l'ensemble de l'année. 4 405 d'entre elles ont été réalisées dans les 12 secteurs à risques pertinents à niveau statistique (voir 3.1.1.1.). Ce qui signifie que presque 70% de ces mesures ont eu lieu dans des secteurs à risques.

Nombre total d'examens		6.418
45	Construction	607
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	977
60..63	Transport et entreposage	256
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	240
28	Travail des métaux	475
85	Santé et action sociale	350
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	365
55	Hôtels et restaurants	47
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	342
29	Fabrication de machines et équipements	155
10..14	Industrie extractive	399
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	192

Etant donné le nombre limité de mesures dans le secteur « hôtels et restaurants » (47 mesures), ce secteur ne sera, à son tour, plus pris en considération pour des raisons pertinentes au niveau statistique.

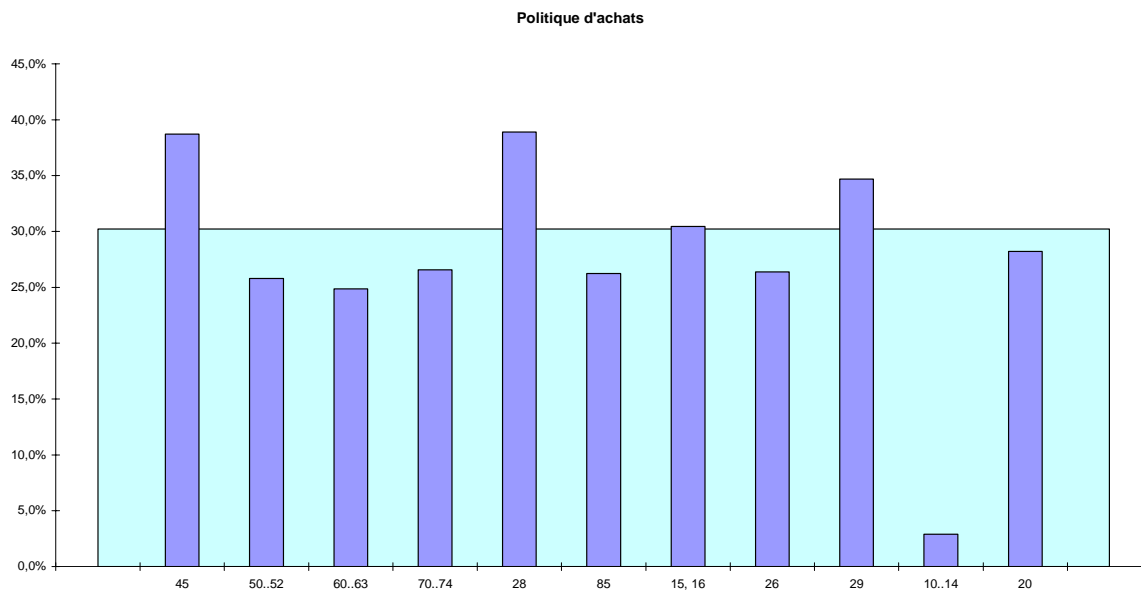
3.2.2.3 Mesures en rapport avec la politique d'achats

Non-respect de la réglementation

0	Pas d'implication du conseiller en prévention lors de l'achat de machines, d'installations et d'appareils importants, pas de visa et/ou de rapport sur la mise en service
1	Pas d'implication du conseiller en prévention quant au contenu

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	30,2%	38,7%	-8,5%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	30,2%	25,8%	4,4%
60..63	Transport et entreposage	30,2%	24,9%	5,4%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	30,2%	26,6%	3,6%
28	Travail des métaux	30,2%	38,9%	-8,7%
85	Santé et action sociale	30,2%	28,1%	2,1%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	30,2%	30,5%	-0,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	30,2%	26,4%	3,8%
29	Fabrication de machines et équipements	30,2%	34,7%	-4,5%
10..14	Industrie extractive	30,2%	2,9%	27,3%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	30,2%	25,8%	4,4%



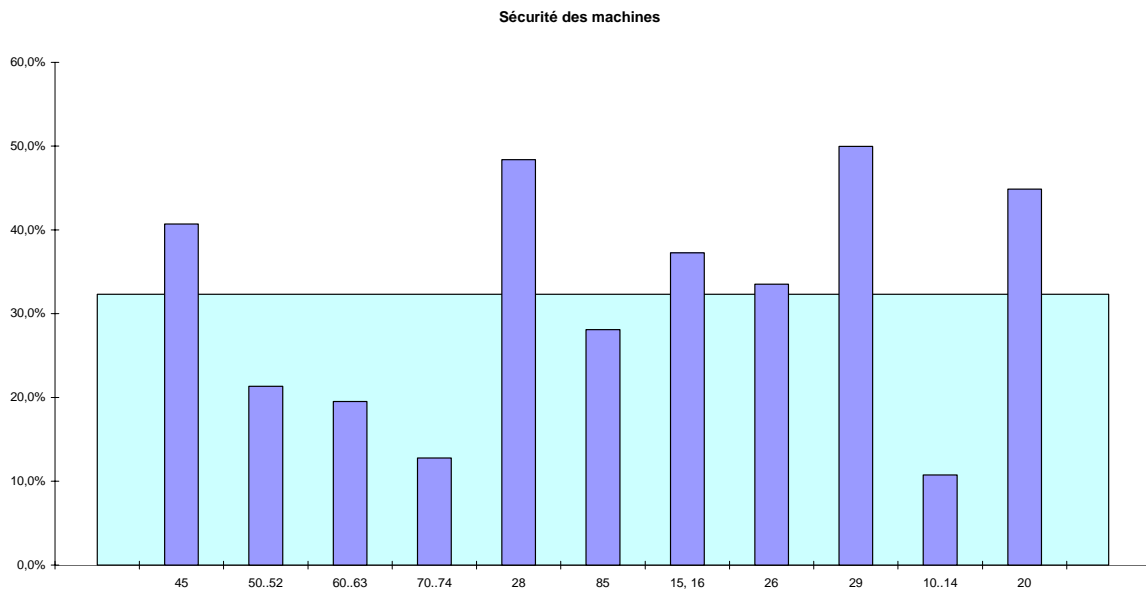
3.2.2.4 Mesures en rapport avec les aspects de sécurité des machines et l'outillage

Non-respect de la réglementation

0	Pas de cloisonnement automatique et/ou d'équipements de sécurité pour une machine dangereuse (annexe 4 directive machines)
1	Pas de cloisonnement pour les risques mécaniques pour une machine normale

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	32,3%	40,7%	-8,4%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	32,3%	21,3%	11,0%
60..63	Transport et entreposage	32,3%	19,5%	12,8%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	32,3%	12,8%	19,5%
28	Travail des métaux	32,3%	48,4%	-16,1%
85	Santé et action sociale	32,3%	28,1%	4,2%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	32,3%	37,3%	-5,0%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	32,3%	33,5%	-1,2%
29	Fabrication de machines et équipements	32,3%	50,0%	-17,7%
10..14	Industrie extractive	32,3%	10,8%	21,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	32,3%	44,9%	-12,6%



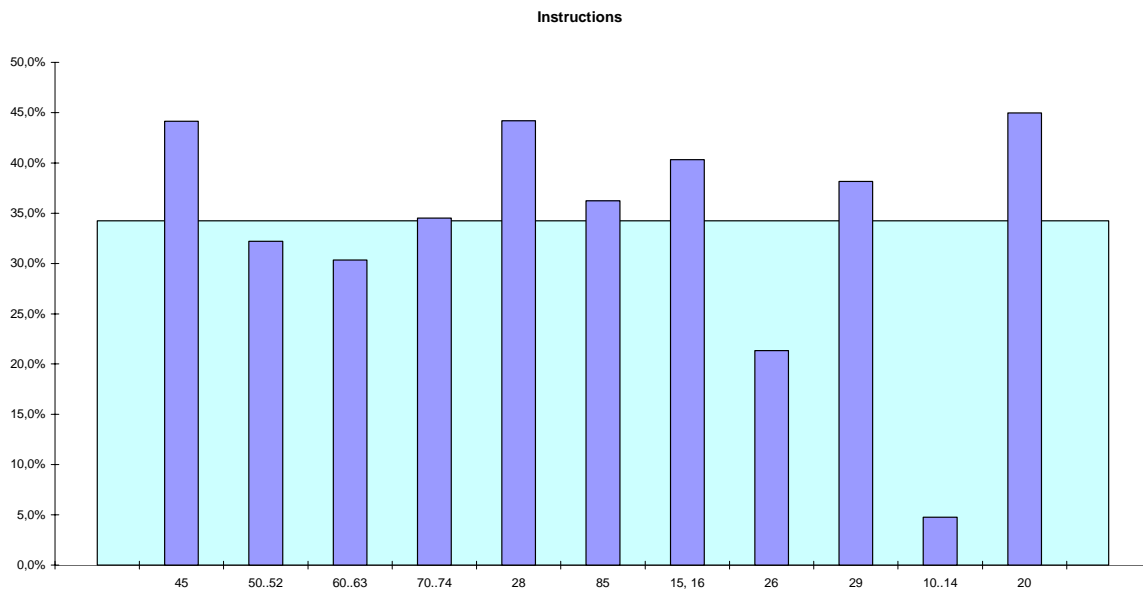
3.2.2.5 Mesures en rapport avec les instructions

Non-respect de la réglementation

0	Pour une machine, une instruction de sécurité essentielle écrite n'est pas présente
1	Les instructions ne sont pas adaptées aux conditions au niveau du contenu, les instructions du fabricant n'ont pas été complétées là où c'était nécessaire.

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	34,2%	44,1%	-9,9%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	34,2%	32,2%	2,0%
60..63	Transport et entreposage	34,2%	30,3%	3,9%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	34,2%	34,5%	-0,3%
28	Travail des métaux	34,2%	44,2%	-10,0%
85	Santé et action sociale	34,2%	36,2%	-2,0%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	34,2%	40,3%	-6,1%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	34,2%	21,3%	12,9%
29	Fabrication de machines et équipements	34,2%	38,2%	-3,9%
10..14	Industrie extractive	34,2%	4,8%	29,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	34,2%	45,0%	-10,7%



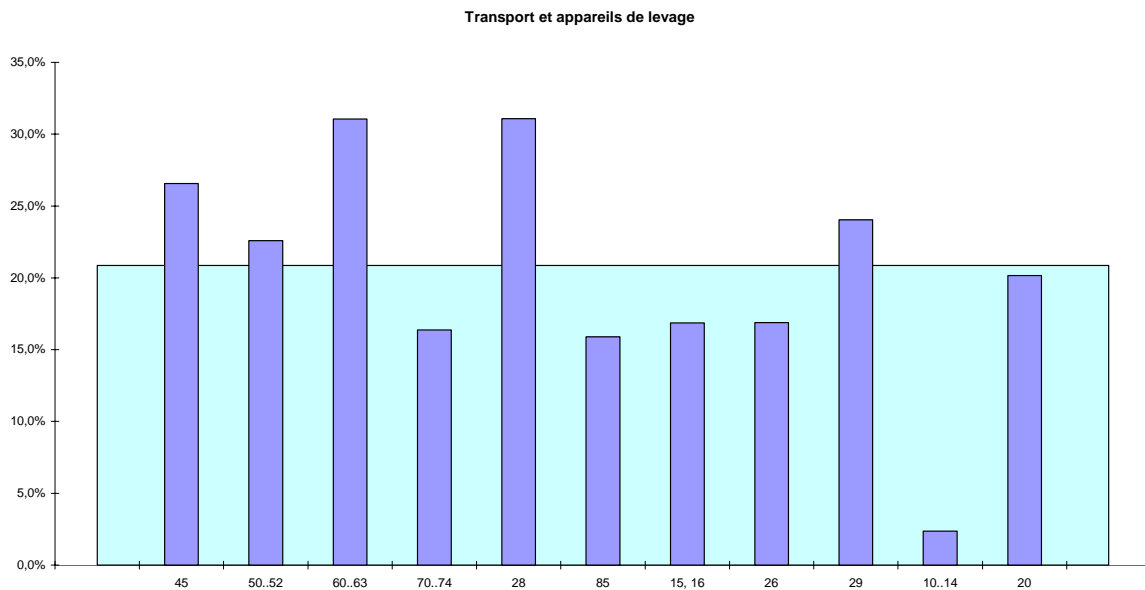
3.2.2.6 Mesures en rapport avec le transport et les appareils de levage

Non-respect de la réglementation

0	On ne peut présenter aucun rapport d'un organisme agréé pour un appareil de levage, le rapport comprend des remarques importantes et aucune suite adaptée n'est donnée aux remarques effectuées.
1	Une personne non qualifiée conduit un véhicule de transport ou un appareil de levage, constatation du comportement fautif du personnel

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	20,9%	26,6%	-5,7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	20,9%	22,6%	-1,7%
60..63	Transport et entreposage	20,9%	31,1%	-10,2%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	20,9%	16,4%	4,5%
28	Travail des métaux	20,9%	31,1%	-10,2%
85	Santé et action sociale	20,9%	15,9%	5,0%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	20,9%	16,9%	4,0%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	20,9%	16,9%	4,0%
29	Fabrication de machines et équipements	20,9%	24,0%	-3,2%
10..14	Industrie extractive	20,9%	2,4%	18,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	20,9%	20,2%	0,7%



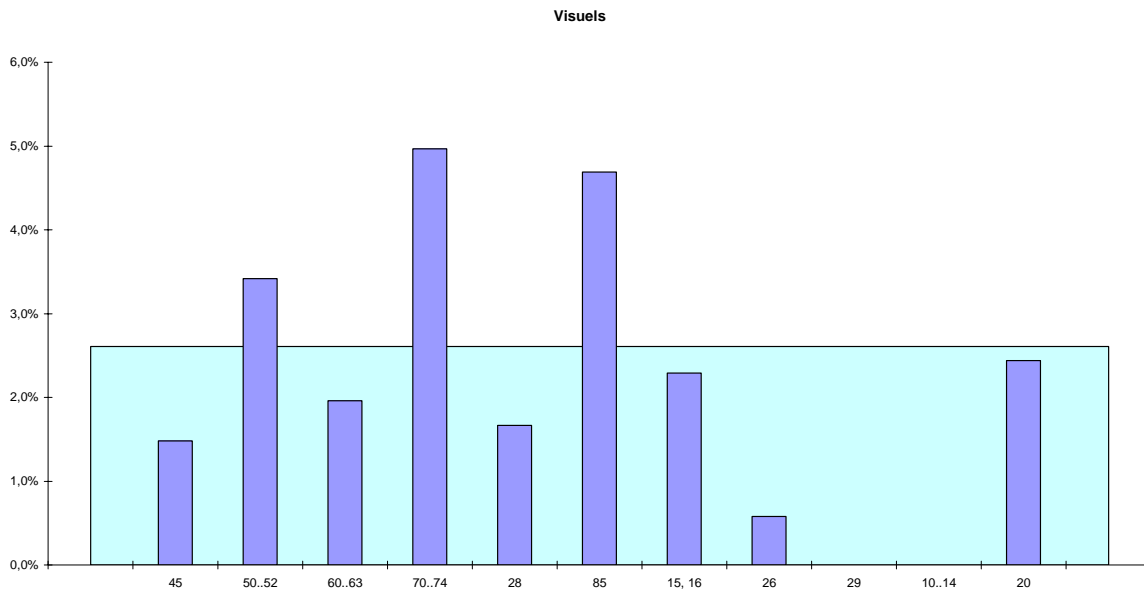
3.2.2.7 Mesures en rapport avec les visuels

Non-respect de la réglementation

0	On ne fait pas attention, pas d'orientation adéquate à l'égard des sources de lumière
1	Pas de surveillance médicale

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	2,6%	1,5%	1,1%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	2,6%	3,4%	-0,8%
60..63	Transport et entreposage	2,6%	2,0%	0,6%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	2,6%	5,0%	-2,4%
28	Travail des métaux	2,6%	1,7%	0,9%
85	Santé et action sociale	2,6%	4,7%	-2,1%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	2,6%	2,3%	0,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2,6%	0,6%	2,0%
29	Fabrication de machines et équipements	2,6%	0,0%	2,6%
10..14	Industrie extractive	2,6%	0,0%	2,6%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	2,6%	2,4%	0,2%



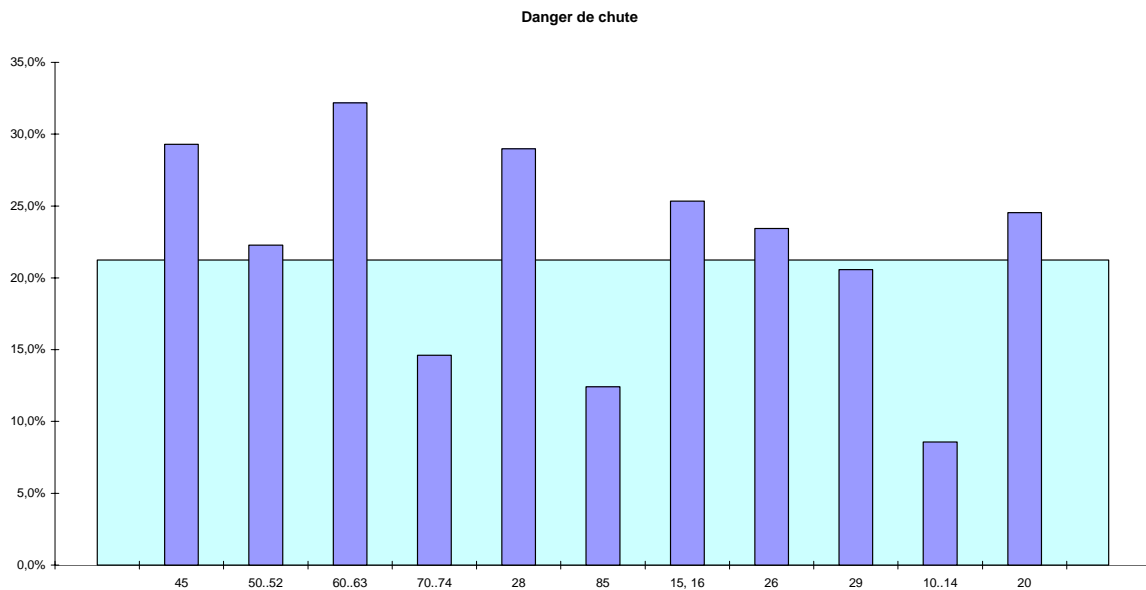
3.2.2.8 Mesures en rapport avec le danger de chute (tant en hauteur + trébucher et glisser) + risque de chutes d'objets

Non-respect de la réglementation

0	Très grand désordre par lequel le danger de chute en hauteur n'est pas restreint, les biens stockés sont instables
1	Les sols ne sont pas antidérapants, présences de trous, de bosses et de pentes dangereuses

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	21,2%	29,3%	-8,1%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	21,2%	22,3%	-1,0%
60..63	Transport et entreposage	21,2%	32,2%	-10,9%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	21,2%	14,6%	6,6%
28	Travail des métaux	21,2%	29,0%	-7,7%
85	Santé et action sociale	21,2%	12,4%	8,8%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	21,2%	25,3%	-4,1%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	21,2%	23,4%	-2,2%
29	Fabrication de machines et équipements	21,2%	20,6%	0,7%
10..14	Industrie extractive	21,2%	8,6%	12,7%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	21,2%	24,5%	-3,3%



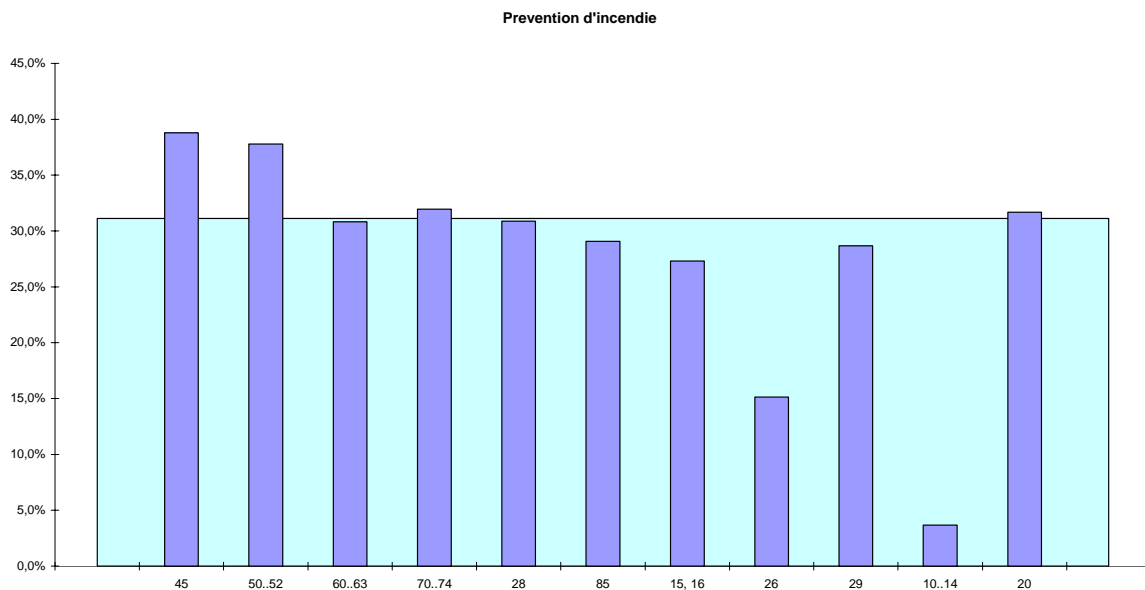
3.2.2.9 Mesures en rapport avec la prévention d'incendie

Non-respect de la réglementation

0	Les issues et sorties de secours ne sont pas libres et immédiatement utilisables
1	Les travailleurs ne peuvent, quand on le leur demande, répondre immédiatement que faire en cas d'incendie

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	31,1%	38,8%	-7,7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	31,1%	37,8%	-6,7%
60..63	Transport et entreposage	31,1%	30,8%	0,3%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	31,1%	31,9%	-0,8%
28	Travail des métaux	31,1%	30,9%	0,2%
85	Santé et action sociale	31,1%	29,1%	2,0%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	31,1%	27,3%	3,8%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	31,1%	15,1%	16,0%
29	Fabrication de machines et équipements	31,1%	28,7%	2,4%
10..14	Industrie extractive	31,1%	3,7%	27,4%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	31,1%	31,7%	-0,6%



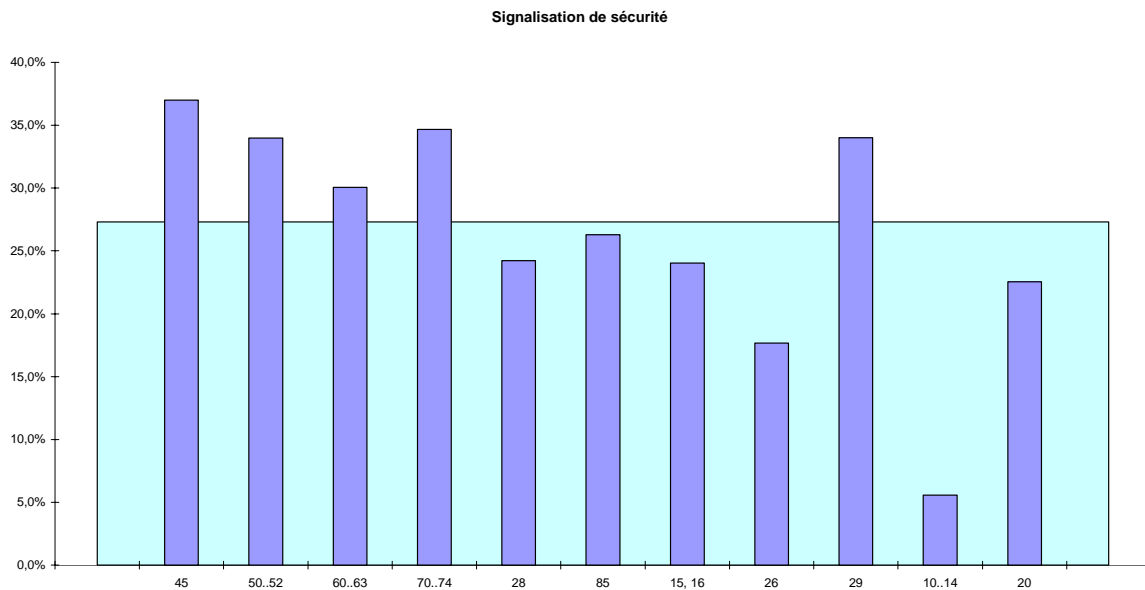
3.2.2.10 Mesures en rapport avec la signalisation de sécurité

Non-respect de la réglementation

0	Il n'y a pas assez de pictogrammes corrects pour indiquer les sorties et issues de secours et/ou pour le matériel de lutte contre les incendies et/ou pour l'interdiction du feu, de flamme ouverte et de fumer
1	Il n'y a pas assez de pictogrammes corrects pour l'utilisation obligatoire des équipements de protection individuelle

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	27,3%	37,0%	-9,7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	27,3%	34,0%	-6,7%
60..63	Transport et entreposage	27,3%	30,0%	-2,7%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	27,3%	34,7%	-7,4%
28	Travail des métaux	27,3%	24,2%	3,1%
85	Santé et action sociale	27,3%	26,3%	1,0%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	27,3%	24,0%	3,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	27,3%	17,7%	9,6%
29	Fabrication de machines et équipements	27,3%	34,0%	-6,7%
10..14	Industrie extractive	27,3%	5,6%	21,7%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	27,3%	22,5%	4,8%



3.2.2.11 Mesures en rapport avec les facteurs d'environnement (évacuation – climat du travail – aération et éclairage)

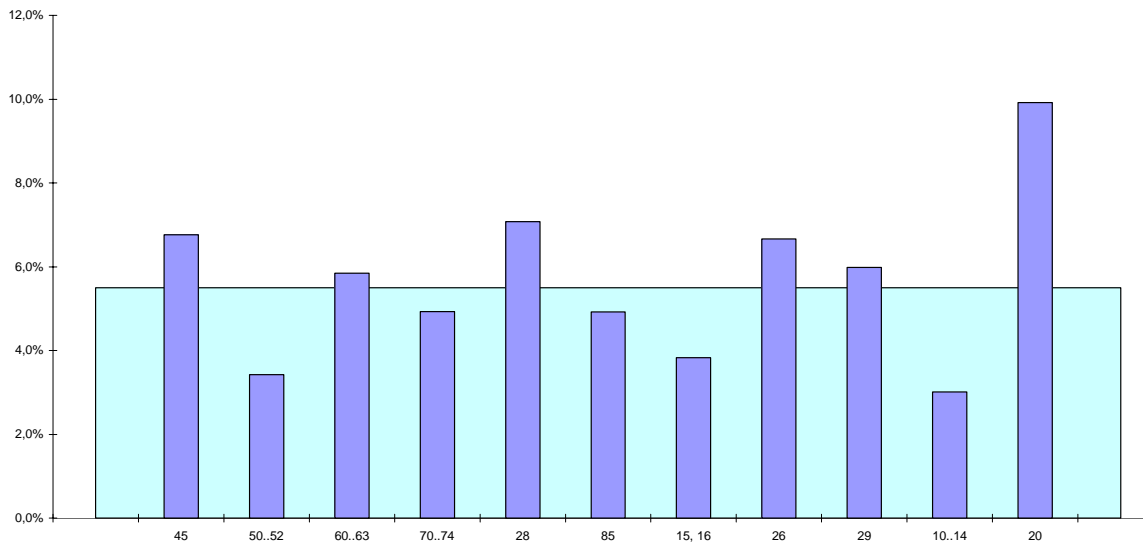
Non-respect de la réglementation

0	Poussière, gaz, vapeur, buée ou fumée pas éliminés à la source par des moyens adéquats
1	Système de ventilation général insuffisant

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	5,5%	6,8%	-1,3%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	5,5%	3,4%	2,1%
60..63	Transport et entreposage	5,5%	5,8%	-0,3%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	5,5%	4,9%	0,6%
28	Travail des métaux	5,5%	7,1%	-1,6%
85	Santé et action sociale	5,5%	4,9%	0,6%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	5,5%	3,8%	1,7%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	5,5%	6,7%	-1,2%
29	Fabrication de machines et équipements	5,5%	6,0%	-0,5%
10..14	Industrie extractive	5,5%	3,0%	2,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	5,5%	9,9%	-4,4%

Facteurs d'environnement



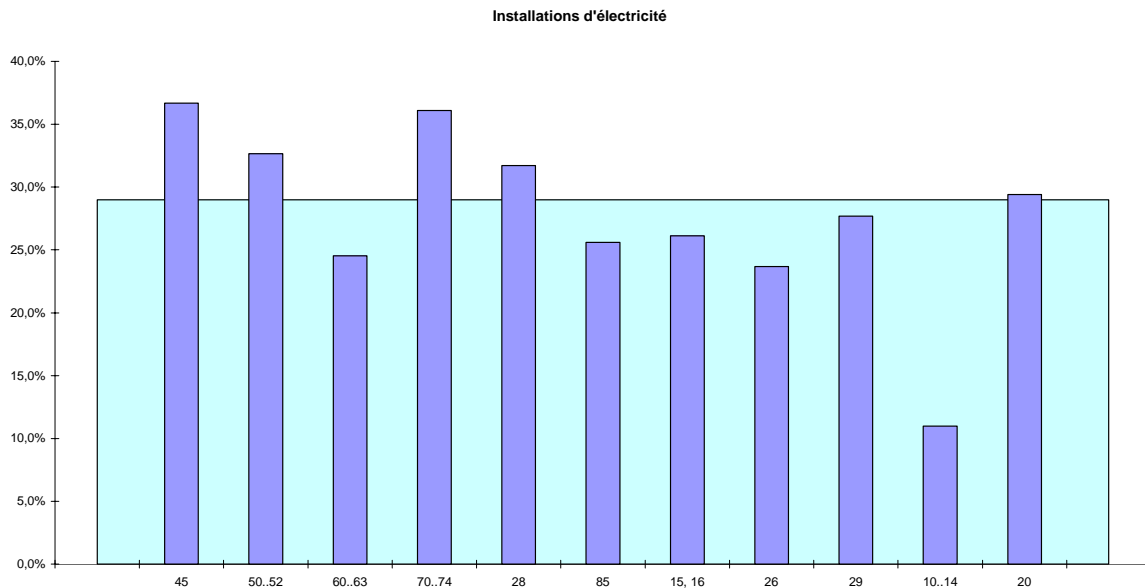
3.2.2.12 Mesures en rapport avec les installations d'électricité

Non-respect de la réglementation

0	On ne peut soumettre de rapport d'un organisme agréé relatif au contrôle des installations d'électricité à basse et/ou haute tension, le rapport comprend les manquements importants (tels que ceux qui représentent un danger pour le contact direct)
1	Le personnel non qualifié répare les installations d'électricité

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	29,0%	36,7%	-7,7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	29,0%	32,6%	-3,7%
60..63	Transport et entreposage	29,0%	24,5%	4,5%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	29,0%	36,1%	-7,1%
28	Travail des métaux	29,0%	31,7%	-2,7%
85	Santé et action sociale	29,0%	25,6%	3,4%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	29,0%	26,1%	2,9%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	29,0%	23,7%	5,3%
29	Fabrication de machines et équipements	29,0%	27,7%	1,3%
10..14	Industrie extractive	29,0%	11,0%	18,0%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	29,0%	29,4%	-0,4%



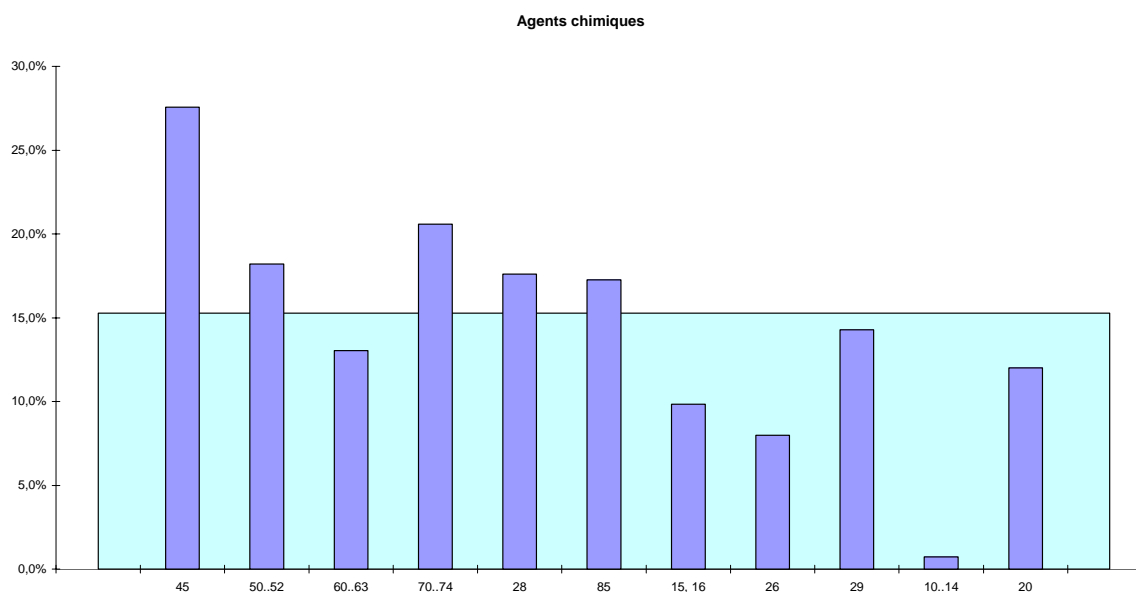
3.2.2.13 Mesures en rapport avec les agents chimiques (gestion étiquetage - utilisation - monitoring des substances dangereuses)

Non-respect de la réglementation

0	Stockage des produits inflammables (point d'inflammation inférieur à 55°C) dans les locaux de travail supérieur au stock journalier
1	Produits non identifiés ou pas étiquetés correctement, produits dangereux sur le lieu de travail

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	15,3%	27,6%	-12,3%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	15,3%	18,2%	-2,9%
60..63	Transport et entreposage	15,3%	13,0%	2,2%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	15,3%	20,6%	-5,3%
28	Travail des métaux	15,3%	17,6%	-2,3%
85	Santé et action sociale	15,3%	17,3%	-2,0%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	15,3%	9,8%	5,4%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	15,3%	8,0%	7,3%
29	Fabrication de machines et équipements	15,3%	14,3%	1,0%
10..14	Industrie extractive	15,3%	0,7%	14,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	15,3%	12,0%	3,3%



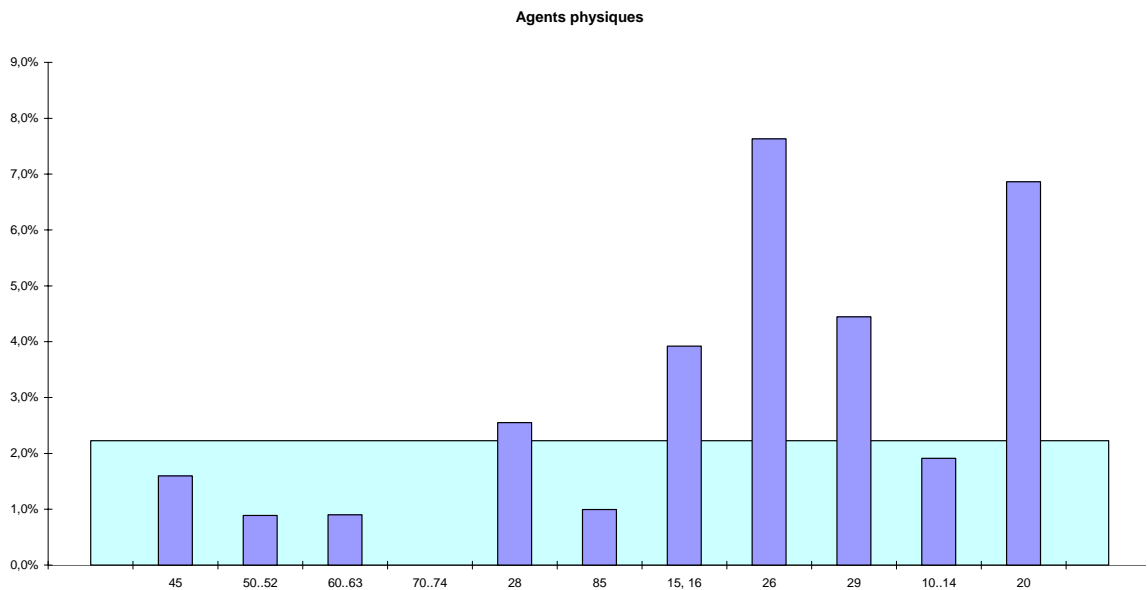
3.2.2.14 Mesures en rapport avec les agents physiques (bruit, tremblements)

Non-respect de la réglementation

0	Pas d'analyse des risques prévention et amélioration du bruit
1	Pas d'équipements de protection individuelle à disposition malgré l'étude sur le bruit résiduel

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	2,2%	1,6%	0,6%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	2,2%	0,9%	1,3%
60..63	Transport et entreposage	2,2%	0,9%	1,3%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	2,2%	0,0%	2,2%
28	Travail des métaux	2,2%	2,6%	-0,3%
85	Santé et action sociale	2,2%	1,0%	1,2%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	2,2%	3,9%	-1,7%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2,2%	7,6%	-5,4%
29	Fabrication de machines et équipements	2,2%	4,4%	-2,2%
10..14	Industrie extractive	2,2%	1,9%	0,3%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	2,2%	6,9%	-4,6%



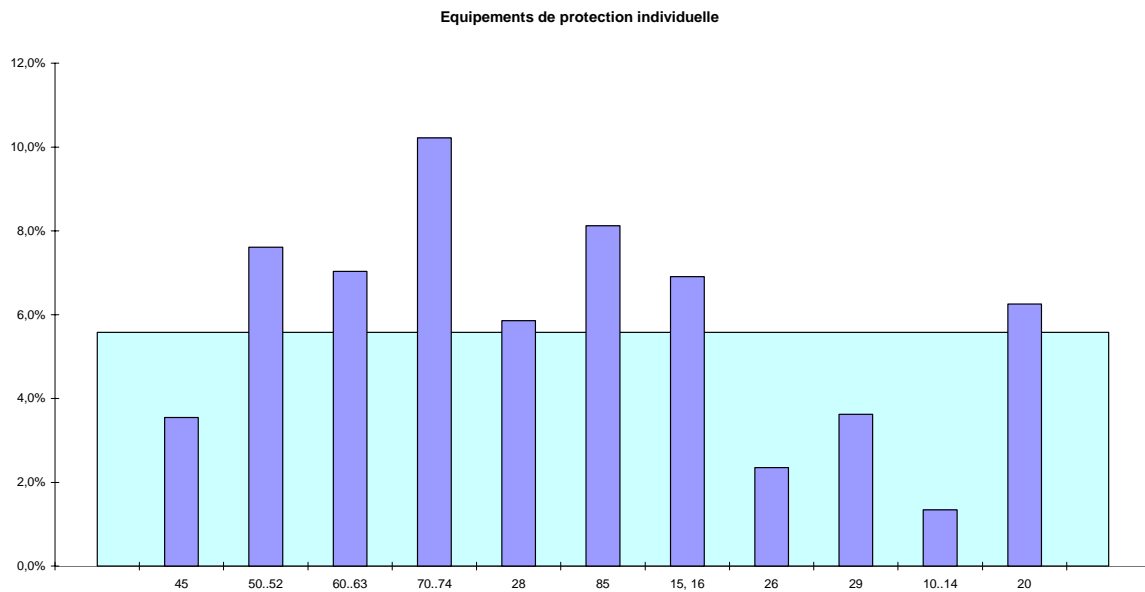
3.2.2.15 Mesures en rapport avec les équipements de protection individuelle

Non-respect de la réglementation

0	Pas de jugement
1	Le jugement ne se fait que sur la base des habitudes et l'expérience du passé

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		Mn	MS	E
45	Construction	5,6%	3,5%	2,0%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	5,6%	7,6%	-2,0%
60..63	Transport et entreposage	5,6%	7,0%	-1,5%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	5,6%	10,2%	-4,6%
28	Travail des métaux	5,6%	5,9%	-0,3%
85	Santé et action sociale	5,6%	8,1%	-2,5%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	5,6%	6,9%	-1,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	5,6%	2,3%	3,2%
29	Fabrication de machines et équipements	5,6%	3,6%	2,0%
10..14	Industrie extractive	5,6%	1,3%	4,2%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	5,6%	6,3%	-0,7%



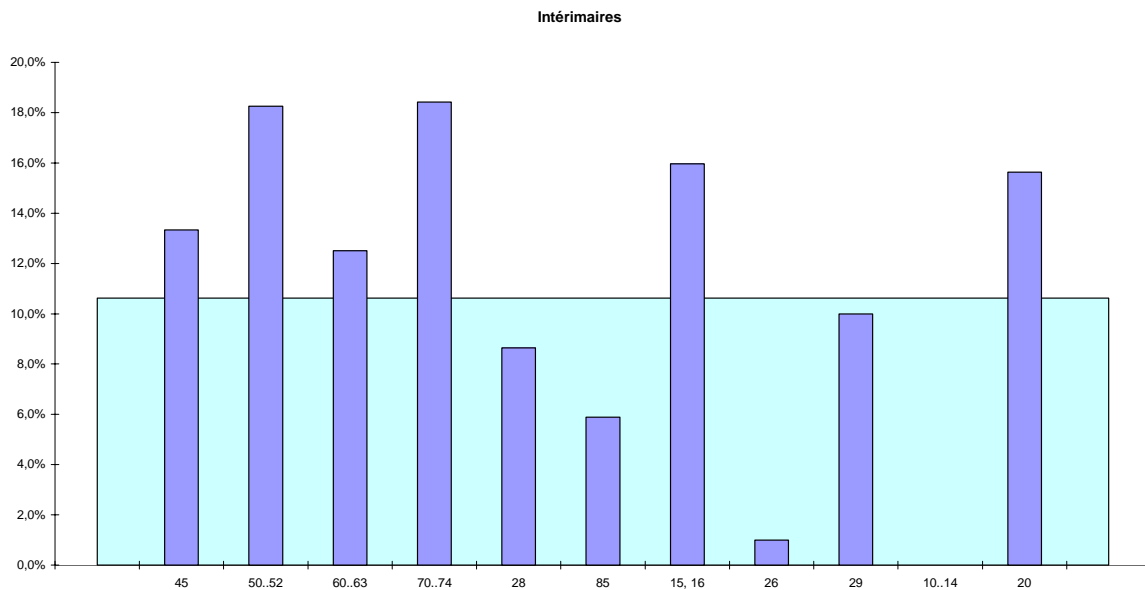
3.2.2.16 Mesures en rapport avec les intérimaires

Non-respect de la réglementation

0	Seul le service du personnel (sans l'intervention du >SIPP) s'occupe de l'engagement. (pas d'attention aux problèmes de prévention), le système de fiche du poste de travail est inexistant
1	Le service de prévention compétent n'est pas consulté lors de la rédaction d'une fiche du poste de travail

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	10,6%	13,3%	-2,7%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	10,6%	18,3%	-7,6%
60..63	Transport et entreposage	10,6%	12,5%	-1,9%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	10,6%	18,4%	-7,8%
28	Travail des métaux	10,6%	8,6%	2,0%
85	Santé et action sociale	10,6%	5,9%	4,7%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	10,6%	16,0%	-5,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	10,6%	1,0%	9,6%
29	Fabrication de machines et équipements	10,6%	10,0%	0,6%
10..14	Industrie extractive	10,6%	0,0%	10,6%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	10,6%	15,6%	-5,0%



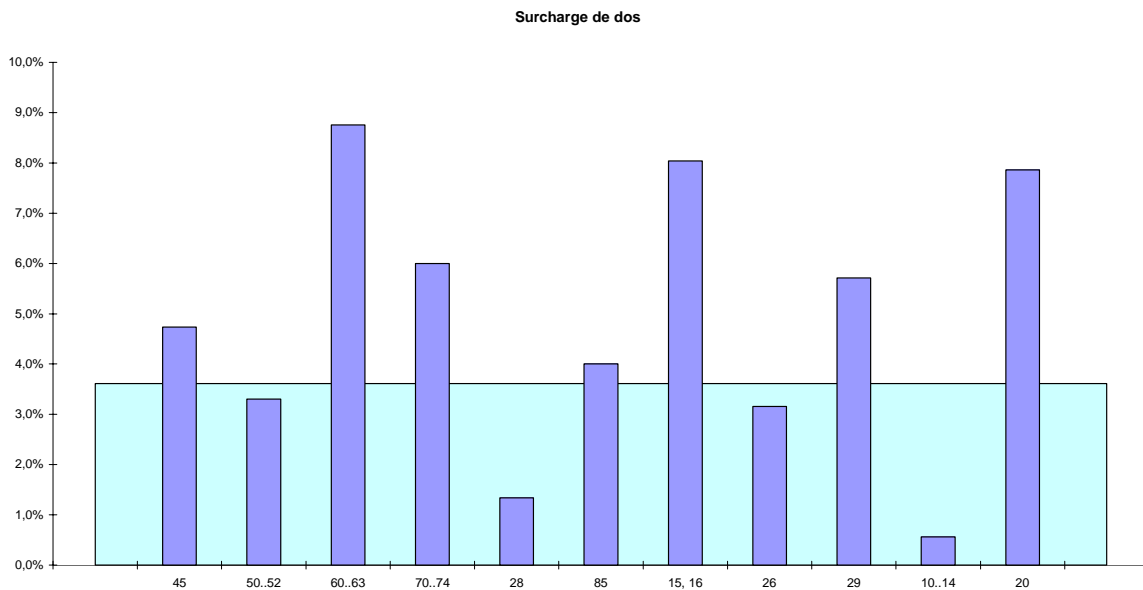
3.2.2.17 Mesures en rapport avec la prévention de la surcharge du dos (maniement manuel des charges)

Non-respect de la réglementation

0	Pas d'évaluation des risques et pas d'initiatives prises
1	Uniquement contrôle médical

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	3,6%	4,7%	-1,1%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	3,6%	3,3%	0,3%
60..63	Transport et entreposage	3,6%	8,8%	-5,1%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	3,6%	6,0%	-2,4%
28	Travail des métaux	3,6%	1,3%	2,3%
85	Santé et action sociale	3,6%	4,0%	-0,4%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	3,6%	8,0%	-4,4%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	3,6%	3,2%	0,5%
29	Fabrication de machines et équipements	3,6%	5,7%	-2,1%
10..14	Industrie extractive	3,6%	0,6%	3,1%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	3,6%	7,9%	-4,3%



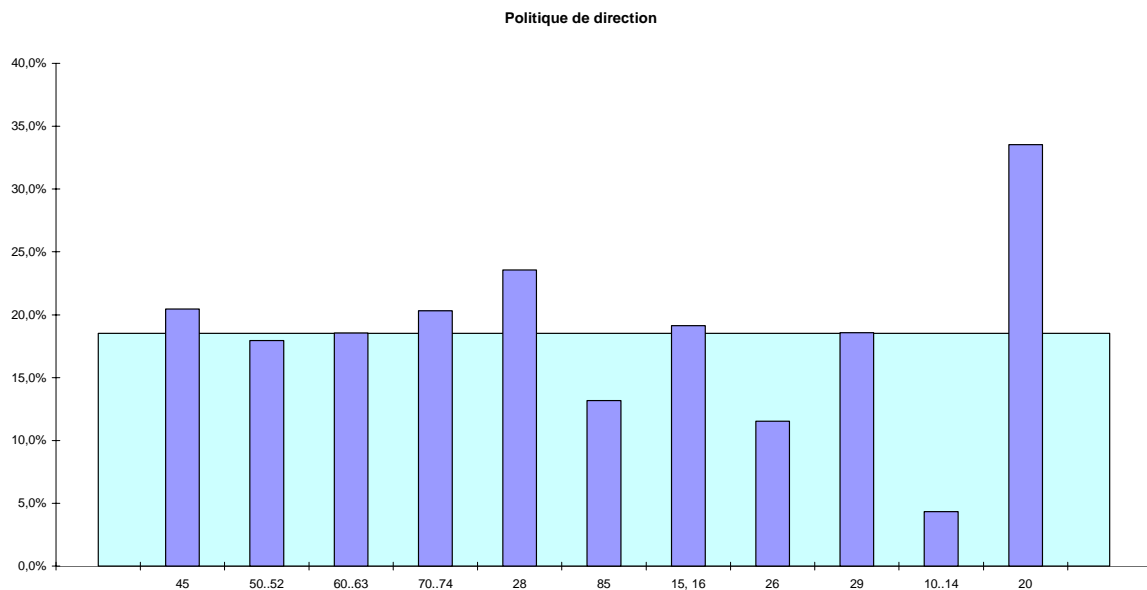
3.2.2.18 Mesures en rapport avec l'attitude de la direction

Non-respect de la réglementation

0	Comportement négatif à l'égard des remarques formulées par l'inspecteur du travail
1	Après des discussions difficiles, quelques concessions sont accordées

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	18,5%	20,5%	-2,0%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	18,5%	17,9%	0,6%
60..63	Transport et entreposage	18,5%	18,5%	-0,0%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	18,5%	20,3%	-1,8%
28	Travail des métaux	18,5%	23,6%	-5,1%
85	Santé et action sociale	18,5%	13,2%	5,3%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	18,5%	19,1%	-0,6%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	18,5%	11,5%	7,0%
29	Fabrication de machines et équipements	18,5%	18,6%	-0,1%
10..14	Industrie extractive	18,5%	4,3%	14,2%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	18,5%	33,5%	-15,0%



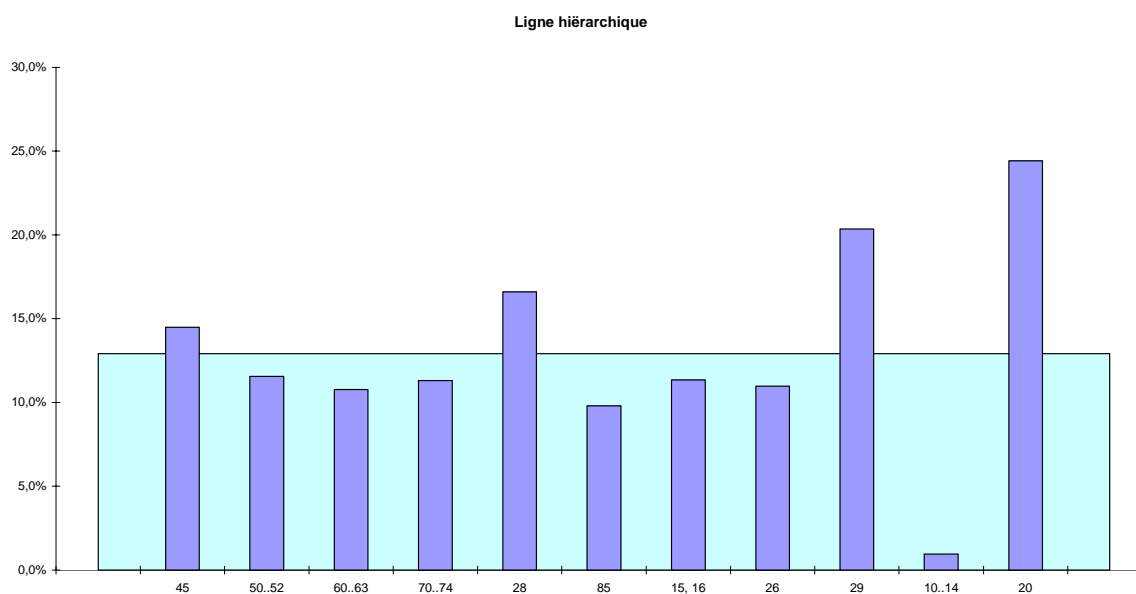
3.2.2.19 Mesures en rapport avec l'attitude de la ligne hiérarchique

Non-respect de la réglementation

0	Comportement négatif à l'égard des remarques formulées par l'inspecteur du travail
1	Après des discussions difficiles, quelques concessions sont accordées

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	12,9%	14,5%	-1,6%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	12,9%	11,6%	1,4%
60..63	Transport et entreposage	12,9%	10,8%	2,1%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	12,9%	11,3%	1,6%
28	Travail des métaux	12,9%	16,6%	-3,7%
85	Santé et action sociale	12,9%	9,8%	3,1%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	12,9%	11,3%	1,6%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	12,9%	11,0%	1,9%
29	Fabrication de machines et équipements	12,9%	20,4%	-7,4%
10..14	Industrie extractive	12,9%	1,0%	12,0%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	12,9%	24,4%	-11,5%



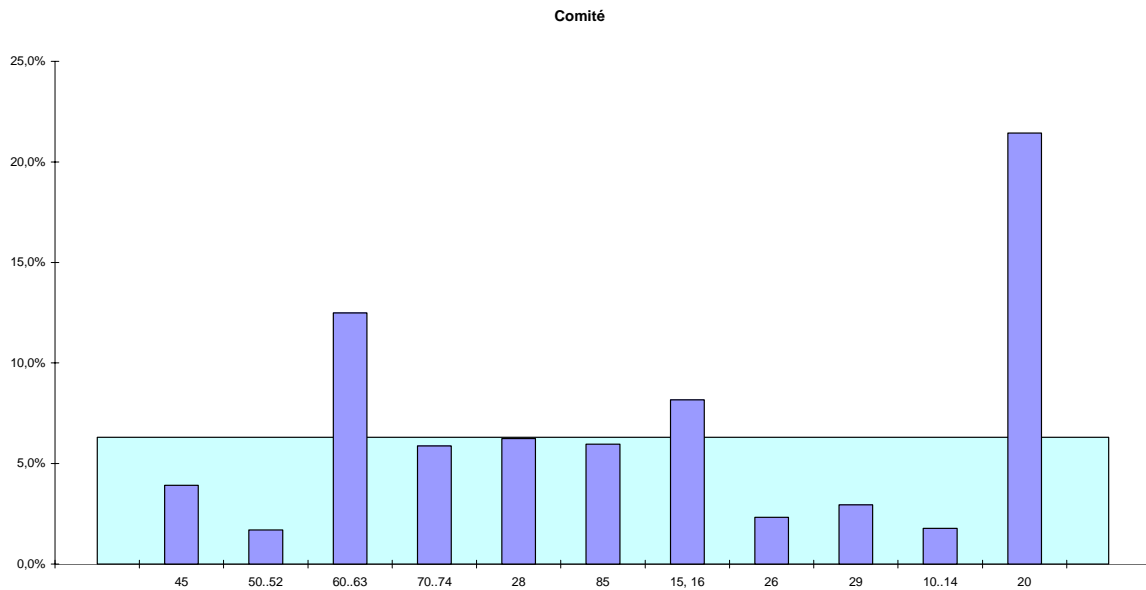
3.2.2.20 Mesures en rapport avec le fonctionnement du comité PP

Non-respect de la réglementation

0	Le président du comité dispose de trop peu de pouvoir
1	Pas de contribution du comité en cas d'accidents graves

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		Mn	MS	E
45	Construction	6,3%	3,9%	2,4%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	6,3%	1,7%	4,6%
60..63	Transport et entreposage	6,3%	12,5%	-6,2%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	6,3%	5,9%	0,4%
28	Travail des métaux	6,3%	6,3%	0,1%
85	Santé et action sociale	6,3%	6,0%	0,3%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	6,3%	8,2%	-1,9%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6,3%	2,3%	4,0%
29	Fabrication de machines et équipements	6,3%	2,9%	3,4%
10..14	Industrie extractive	6,3%	1,8%	4,5%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	6,3%	21,4%	-15,1%



3.2.2.21 Mesures en rapport avec le fonctionnement des services de prévention

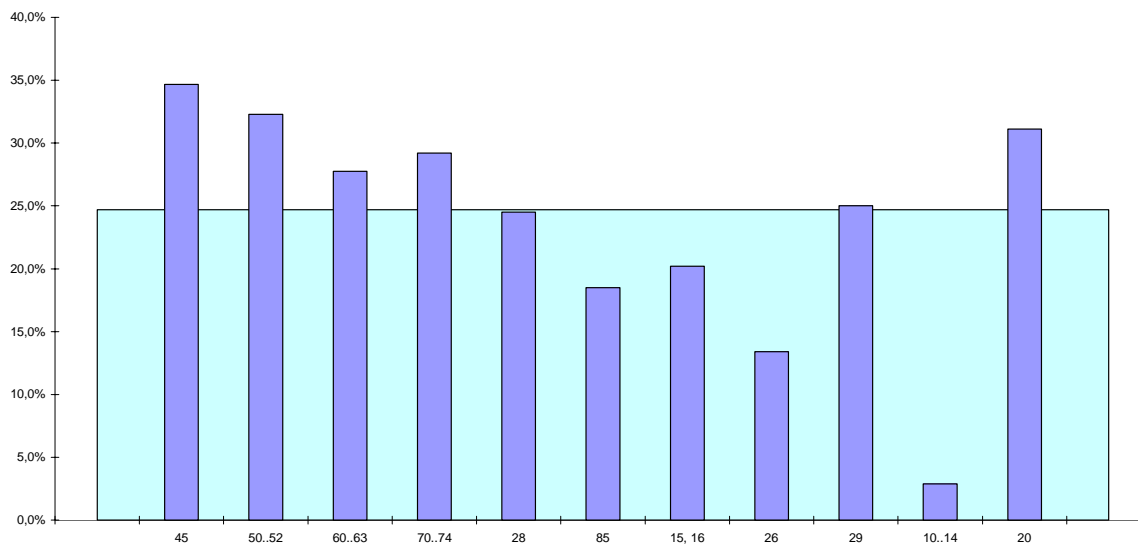
Non-respect de la réglementation

0	N'existe que sur le papier, les accidents du travail ne sont pas examinés
1	Pas de contribution du service de médecine du travail

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		MN	MS	E
45	Construction	24,7%	34,7%	-10,0%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	24,7%	32,3%	-7,6%
60..63	Transport et entreposage	24,7%	27,8%	-3,0%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	24,7%	29,2%	-4,5%
28	Travail des métaux	24,7%	24,5%	0,2%
85	Santé et action sociale	24,7%	18,5%	6,2%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	24,7%	20,2%	4,5%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	24,7%	13,4%	11,3%
29	Fabrication de machines et équipements	24,7%	25,0%	-0,3%
10..14	Industrie extractive	24,7%	2,9%	21,8%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	24,7%	31,1%	-6,4%

Services de prévention



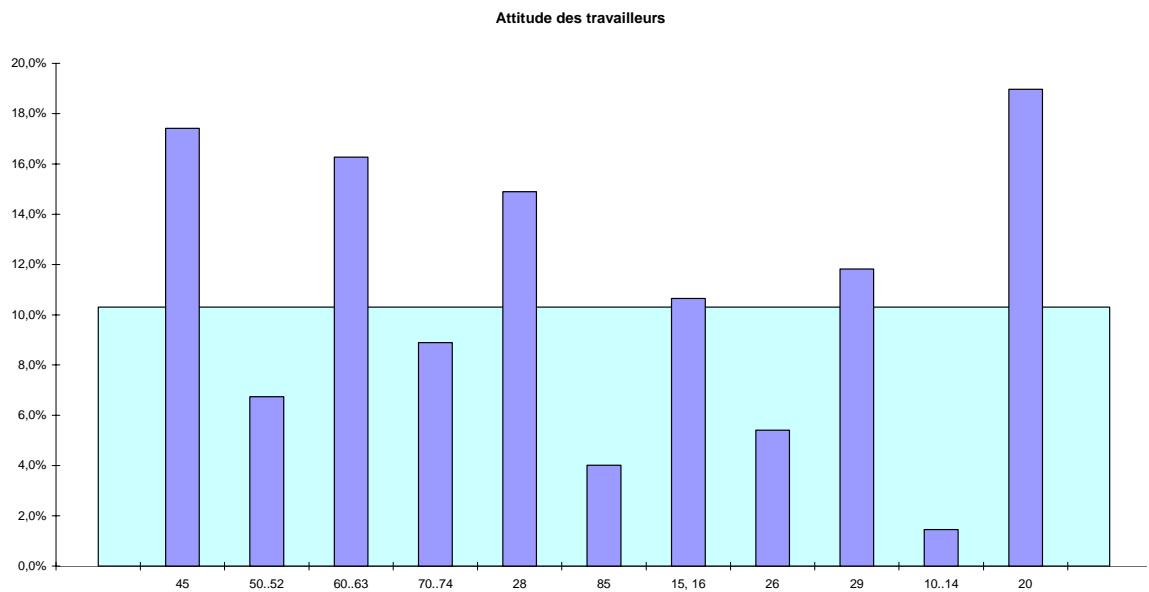
3.2.2.22 Mesures en rapport avec l'attitude des travailleurs

Non-respect de la réglementation

0	Indifférent à l'égard de la problématique de la prévention et de la protection au travail, n'utilisent pas les équipements de sécurité
1	Les instructions ne sont pas utilisées, les équipements de protection individuelle ne sont pas portés

Non-respect moyen par secteur (MS) et écart par rapport à la moyenne nationale (MN)

		Mn	MS	E
45	Construction	10,3%	17,4%	-7,1%
50..52	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	10,3%	6,7%	3,6%
60..63	Transport et entreposage	10,3%	16,3%	-6,0%
70..74	Biens immobiliers, location et services aux entreprises	10,3%	8,9%	1,4%
28	Travail des métaux	10,3%	14,9%	-4,6%
85	Santé et action sociale	10,3%	4,0%	6,3%
15, 16	Industries agricoles et alimentaires	10,3%	10,6%	-0,4%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	10,3%	5,4%	4,9%
29	Fabrication de machines et équipements	10,3%	11,8%	-1,5%
10..14	Industrie extractive	10,3%	1,5%	8,8%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	10,3%	19,0%	-8,7%



4 Projecten

4.1 Innovatieprojecten

4.1.1 Werking met “communities of practice”

Kennis is een belangrijk kapitaal van de onderneming in de huidige kennismaatschappij. Deze kennis wordt niet optimaal benut als ze niet gedeeld wordt met anderen of als de mensen die de kennis verworven hebben verdwijnen uit de onderneming. Het is dan ook van cruciaal belang dat de opgedane ervaring, de resultaten van discussies over welzijnstopics of regelgeving en goede praktijken een spoor nalaten in een kennisdatabank en dat regelmatig de relevante gegevens gecommuniceerd worden aan of ter beschikking zijn van de andere medewerkers. Een uniforme, meer inhoudelijke en kwalitatieve werkwijze is zo mogelijk, alsook kan er een tijdsbesparing gerealiseerd worden.

In dat opzicht werden vijf communities of practices opgericht (veiligheid, gezondheid, ergonomie, bedrijfshygiëne en psychosociale aspecten) binnen de AD TWW ondersteund door het informaticaplatform LiveLink van Open Text. Ze zitten gegroepeerd in de workspace WBnet (een NETwerk voor W (Welzijn) - B (Bien-être)). Experts uit de regionale directies maken deel uit van deze communities en worden gecoacht door de coördinatoren van de afdeling van het beleid van het toezicht. De experts staan in voor de doorstroming van de informatie en de eventuele opleiding van de medewerkers in de verschillende disciplines. De leden van de communities volgden een opleiding voor het gebruik van de software. De structuur van de workspaces werd uitgetekend. Er werd gestart met het opstellen van procedures om de werkwijze binnen de communities te formaliseren.

4.1.2 De bewaking van bepaalde netwerken van werkgevers

De inspectie oefent algemeen toezicht uit op de naleving van de regelgeving op gebied van welzijn in de ondernemingen. Zij doet dit op een volledige en autonome manier ter hoogte van de exploitatiezetel van die onderneming in één van de tien regionale directies.

In sommige situaties, zoals voor ondernemingen die werven hebben verspreid over verschillende regionale directies, is het aangewezen de informatie over de vaststellingen en de behandelde inbreuken te centraliseren. Enerzijds informeert en sensibiliseert dit de andere regionale directies en anderzijds is een geharmoniseerde en gestructureerde interventie mogelijk ter hoogte van het hoofdkantoor van de onderneming bij herhaalde inbreuken.

De informatie kan ook dienstig zijn voor een globale beoordeling van de onderneming ingeval van erkenning. Het geheel van bedrijven die actief zijn in een bepaald domein (bijvoorbeeld asbestverwijdering) en in verschillende regionale directies, wordt “netwerk” genoemd. Het toezicht op deze netwerken wordt gerealiseerd door de uitwisseling van gestructureerde informatie via de centrale server van de FOD. De uitwisseling van informatie wordt gesuperviseerd door een waker, die onder andere belast is met de structurele interventies bij de in gebreke blijvende leden van het netwerk en zonodig met het verlenen van advies in het kader van een erkenningprocedure.

4.1.3 Registratie klachten “ongewenste omgangsvormen”

Uit de kwantitatieve analyse van het aantal klachten over de verschillende regionale directies van de afdeling basistoezicht is gebleken dat er nood was aan uniformiteit van de registratie. Hiervoor werd een ontwerp van uniforme registratiefiche opgemaakt en uitgetest in een aantal regionale directie. Deze registratiefiche zal in 2005 veralgemeend worden geïmplementeerd. Ook werd een aanzet gegeven voor het uniform omgaan met de behandeling van deze binnenkomende klachten. De uniforme werkwijze zal omgezet worden in een operationele procedure in 2005. Aandachtspunt in dit verband zijn: een duidelijke positie van de inspectiediensten in deze regelgeving, een afgelijnde taakverdeling tussen administratieve taken en inspectietaken en een voldoende aandacht voor het informatief luik waardoor mogelijk formele klachten kunnen vermeden worden.

4.1.4 Vereenvoudigd inspectierapport

Vanuit het standpunt dat na een fusie van de voormalige medische (geneesheren en sociale inspecteurs) en technische (ingenieurs en technische deskundigen) inspectie de bedrijven en organisaties zullen bezocht worden door meerdere disciplines is er een nood aan een uniforme registratie van inspectiebezoeken.

De projectgroep heeft een zo eenvoudig mogelijke registratie opgemaakt met aandacht voor de identificatie van de inspecteur, de bezoekdatum en uur, de bezochte inspectie-eenheid, de onderzochte werkplaats en de codificatie van de uitgevoerde inspectie. Verder worden de vaststellingen genoteerd die zijn opgedeeld in drie groepen: negatieve vaststelling, positieve vaststellingen en aspecten die gecontroleerd werden, maar waarvoor geen opmerkingen werden gemaakt. Er is een ruimte voorzien voor de evaluatie van de werking van de EDPB, indien van toepassing, en voor de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen de coördinatiestructuur. Tot slot worden de actie geregistreerd die door inspecteur worden gepland voor de toekomst.

Hieruit kunnen de nodige overzichten worden gegenereerd, de nuttige informatie voor collega's inspecteurs wordt opgeslagen en de activiteiten van het inspectiepersoneel worden geregistreerd. Dit rapport zal in 2005 met een informaticatoepassing worden ondersteund.

4.2 Exploratieproject contractorarbeid

4.2.1 Situering

In 2004 werd een inspectiecampagne uitgevoerd die gericht was op de werkomstandigheden van contractoren in de chemische industrie. De inspecties hadden betrekking op 27 Seveso-bedrijven en werden onaangekondigd uitgevoerd.

Bij deze inspecties werd er naar gestreefd om zo veel mogelijk tijd op de werkvloer door te brengen. De inspecties bestonden dan ook hoofdzakelijk uit een rondgang door de installaties en gesprekken met werknemers van de contractoren, eventueel gevolgd door enkele verificaties van registraties.

4.2.2 Vaststellingen

In grote lijnen verloopt het werken met contractoren in de meeste Seveso-bedrijven op een gelijkaardige manier. Werknemers van derden krijgen, vooraleer ze werken op de site komen uitvoeren, een algemene veiligheidsinstructie. Deze veiligheidsinstructie wordt meestal door het inhurend bedrijf zelf gegeven en er zijn meer en meer bedrijven die ook een beperkte test afnemen om na te gaan of de betrokkenen de instructie begrepen hebben. Deze instructie omvat doorgaans informatie over de algemene veiligheidsregels en de alarmering en evacuatie in geval van een calamiteit. Als er specifieke gevaren op de site aanwezig zijn worden deze ook in meer of mindere mate behandeld.

In de praktijk kunnen contractoren in een bepaald bedrijf in twee grote groepen opgedeeld worden: de huiscontractoren (die via langlopende contracten op regelmatige basis in het bedrijf aanwezig zijn) en tijdelijke contractoren (die enkel op projectbasis aanwezig zijn). Tijdens de inspecties werd een duidelijk verschil vastgesteld in verband met de kennis van algemene veiligheidsregels en evacuatieregels tussen beide groepen. Huiscontractoren zijn dikwijls vrij goed op de hoogte van deze regels en hun kennis ervan is dikwijls vergelijkbaar met die van vaste werknemers. De eenmalige werknemers zijn over het algemeen minder vertrouwd met deze regels, ondanks het feit dat ze meestal nog recent een veiligheidsinstructie gekregen hebben. Ook zijn deze eenmalige werknemers veel minder vertrouwd met de installaties en de bijhorende risico's.

Voor het doorgeven van veiligheidsinformatie die specifiek is voor het uit te voeren werk wordt overal gewerkt met een werkvergunningstelsel. Vooraleer een werk kan aangevangen worden krijgt de contractor een formulier (de "werkvergunning") waarop alle voorwaarden staan die moeten vervuld zijn om het werk veilig te kunnen uitvoeren. Op dit formulier wordt ook door een verantwoordelijke van het inhurend bedrijf afgetekend dat de installatie waaraan gewerkt moet worden in een veilige toestand is gebracht. In principe moet bij het overhandigen van deze werkvergunning een gesprek tussen inhurend bedrijf en contractor plaatsvinden om de risico's te bespreken. In de praktijk blijkt dat

gesprek nogal eens zeer kort uit te vallen, zodat eigenlijk enkel het formalisme van de vergunning aanwezig is.

De verplichting uit de welzijnswet om derden te weren waarvan men kan weten dat ze onveilig werken wordt op een minder eenvormige manier ingevuld. In veel Seveso-bedrijven wordt hoofdzakelijk gewerkt met contractoren met een VCA (VeiligheidsChecklist Aannemers)-certificaat. Hierdoor heeft men iets meer garantie voor de goede organisatie binnen het contractorbedrijf. In verschillende bedrijven worden na het uitvoeren van werken ook evaluaties gemaakt, waar veiligheidsprestaties een deel van uit maken. De diepgang van deze evaluaties is echter zeer variabel.

Een bijzondere vorm van werken met derden in de procesindustrie doet zich voor bij zogenaamde shut-downs of stilstanden, waarbij de installaties uit dienst worden genomen voor het uitvoeren van inspecties, herstellingen en aanpassingswerken. Bij dergelijke shut-downs wordt beroep gedaan op een groot aantal contractorfirma's om alle geplande werken in een zo kort mogelijke tijd te kunnen afwerken. Tijdens een shut-down zijn de normale productieactiviteiten gestopt en is de hele organisatie gericht op de uit te voeren werken. Tijdens een shut-down zal er dus automatisch meer aandacht gaan naar de opvang en begeleiding van de derden. Cruciaal voor de veiligheid tijdens shut-downs zijn de stappenplannen die op voorhand dienen opgesteld te worden om de installaties uit dienst te nemen en klaar te maken voor het uitvoeren van werken. Een tweede cruciaal aspect is de coördinatie van de derden tijdens de uitvoering van de shut-downs. De veiligheidsproblematiek van dergelijke shut-downs heeft dan ook veel gemeen met deze van tijdelijke en mobiele bouwplaatsen.

In bedrijven met verschillende alarmsignalen kent het merendeel van de contractoren het onderscheid tussen de verschillende signalen niet. Ondanks een zekere uniformisering van de evacuatie signalen (voorgeschreven door de regelgeving betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk) blijven er nog grote verschillen tussen alle gebruikte continue signalen en blijft het voor veel contractoren moeilijk om het evacuatie signaal te benoemen.

Door het systeem van werkvergunningen vormt de brigadier van de contractorfirma (die lokaal zijn ploeg aanstuurt als laagste lid van de hiërarchische lijn) een zeer belangrijke schakel in het doorgeven van de specifieke veiligheidsinformatie naar alle werknemers van de contractorfirma. Hij krijgt via de vergunning en het overleg met het inhurend bedrijf in principe de nodige informatie. In praktijk wordt echter meermaals vastgesteld dat deze informatie niet tot bij de feitelijke uitvoerders van het werk geraakt. Een aantal bedrijven heeft hierop ingespeeld via een systeem van startwerkbespreking met de volledige ploeg voor de aanvang van het werk. De brigadier speelt dus een sleutelrol bij veilige contractorarbeid. Enkele bedrijven hebben dit erkend en voorzien ook een specifieke opleiding en test voor de brigadiers van contractoren die bij hen werken komen uitvoeren.

Specifieke veiligheidsinformatie zoals de locatie van de dichtstbijzijnde nooddouche, mogelijke vluchtwegen of plaatsen waar alarm geslagen kan worden, wordt slechts in beperkt mate doorgegeven aan de contractoren. Hier speelt ook weer het feit dat huiscontractoren beter op de hoogte zijn omdat zij de installatie meestal al vrij goed kennen. Tijdelijke contractoren kunnen meestal maar met enig zoekwerk en de nodige omwegen dergelijke veiligheidsuitrusting tonen. Dit is een aanduiding dat er nog te weinig overleg is tussen inhurend bedrijf en contractoren met betrekking tot de veiligheidsaspecten van hun werk.

Voor ondersteunende werkzaamheden zoals stellingbouw of isolatiewerken worden nog al eens algemene vergunningen voor een heel gebied geschreven. Daar staan dan maatregelen op voor de gevaarlijkste situatie in die zone, hoewel die niet altijd aanwezig is. Bijgevolg worden verschillende maatregelen die op de vergunning staan niet gevolgd. Op zich zijn ze meestal ook niet nodig op dat moment, maar zo is er geen enkele controle meer mogelijk en wordt toegelaten dat de uitvoerder zijn vergunning interpreteert. Bijgevolg kan het systeem van werkvergunningen enkel werken als de vergunningen voldoende specifiek zijn.

Met betrekking tot het evalueren van derden werd vastgesteld dat subcontractoren slechts sporadisch geëvalueerd worden. Ze worden meestal (in theorie) mee geëvalueerd via hun hoofdcontractor. Dit maakt dat er meestal weinig zicht is op de veiligheidsprestaties van subcontractoren. Dit is wel enigszins zorgwekkend aangezien er vooral voor projectwerk vrij veel beroep gedaan wordt op subcontractoren. In een aantal gevallen werd zelfs vastgesteld dat het inhurend bedrijf niet op de hoogte was van de aanwezigheid van subcontractoren. Contractoren met een VCA zijn in principe wel

verplicht het aandeel subcontracting te beperken en verschillende bedrijven nemen ook beperkingen op in hun contracten.

Werknemers van contractoren met een VCA hebben in principe een veiligheidspaspoort met daarin alle opleidingen die zij hebben gekregen, zowel interne als externe. Dit is een handig hulpmiddel om na te gaan of contractoren die meer gespecialiseerde werken aan het uitvoeren zijn ook daadwerkelijk de nodige opleiding voor deze werken hebben gekregen. In de praktijk is dit echter minder bruikbaar aangezien de meeste contractoren hun veiligheidspaspoort niet bij zich hebben tijdens de werken. Via de veiligheidspaspoorten is het ook mogelijk om snel na te gaan welke ervaring een werknemer heeft. Ook interim-arbeiders of werknemers van subcontractoren kunnen op deze manier geïdentificeerd worden.

Voor een aantal gespecialiseerde werken (bv. voor het betreden besloten ruimten) wordt nogal eens vertrouwd op de expertise van een ingehuurde contractor. In de praktijk blijkt dat een blind vertrouwen op de expertise van contractoren tot problemen kan leiden. Als de opdrachtgever geen duidelijke veiligheidsvoorschriften afsprekt met de derde (over de uitvoering van de activiteit van de derde) bestaat de kans dat derden aan veiligheid zullen inboeten om contracten vast te krijgen (lagere prijs). Daarom is er altijd een duidelijk overleg nodig en moet het inhurend bedrijf ook voor gespecialiseerde werken toezicht houden op de veilige uitvoering.

4.2.3 Algemeen besluit

Over het algemeen besteden de Seveso-bedrijven vrij veel aandacht aan het werken met derden om de werkzaamheden veilig te doen verlopen. Er werden dan ook weinig grote inbreuken vastgesteld.

Formele systemen voor het geven van veiligheidsinstructies, vaak via een videofilm gevolgd door een test, zijn aanwezig bij de meeste bedrijven. In de bedrijven waar nog geen sluitend systeem werd aangetroffen, werden afspraken gemaakt om de situatie te verbeteren.

Werkvergunningssystemen zijn algemeen verspreid in de petrochemische industrie en worden zowel gehanteerd voor werken door eigen personeel als door derden. Over het algemeen werden de voorwaarden die aan de contractoren werden opgelegd via de werkvergunningen vrij goed opgevolgd. Er werden wel verschillende niet-conformiteiten vastgesteld, maar meestal hadden die een eerder beperkte invloed op de veiligheid.

Een belangrijk aandachtspunt blijft evenwel het communiceren van de nodige veiligheidsinformatie tot bij de feitelijke uitvoerders. Op dat vlak is er nog veel verbetering mogelijk. Aangezien deze informatie hoofdzakelijk mondeling moet gebeuren is de opvolging hiervan moeilijk te controleren en vooral cultuurgebonden.

Van de vastgestelde problemen, alsook bij het onderzoeken van ongevallen waarbij contractoren waren betrokken, is grofweg de helft te wijten aan het inhurend bedrijf en de andere helft aan de contractor(firma) zelf.

4.3 Exploratieproject EDPB: Evaluatie van de regelgeving betreffende de relatie werkgevers – externe diensten voor preventie en bescherming (EDPB)

4.3.1 Context

Eén van de taken van de Afdeling Beleid van het Toezicht is bijdragen tot de verbetering van de regelgeving. Hiervoor dient de afdeling gebreken en lacunes in de wetgeving op te sporen, te onderzoeken en de centrale overheden hiervan in kennis te stellen. De gebreken houden zowel onduidelijkheden als problemen met toepasbaarheid in.

Onderhavige evaluatie werd aangevat op speciaal verzoek van de staatssecretaris van Welzijn op het Werk.

4.3.2 Methodologie

Aan al de externe diensten voor preventie en bescherming werd gevraagd om drie bedrijven voor te stellen die met het oog op de evaluatie interessant zouden kunnen zijn. Het staal bestond per externe dienst uit een bedrijf met meer dan 250 werknemers, een bedrijf met minder dan 250 werknemers met een CPBW en een bedrijf met minder dan 250 werknemers zonder een CPBW. Het diende te gaan om bedrijven waar de externe diensten menen goed werk te leveren, met andere woorden waar welzijn op het werk zijn ingang gevonden heeft en bespreekbaar is. Het uitgangspunt is dus een studie van positieve cases, die waarschijnlijk een ander beeld geeft van de reglementering dan een onderzoek at random van bedrijven.

De coördinatoren van de afdeling Beleid Toezicht van de Algemene Directie Toezicht Welzijn op het Werk hebben in de loop van juni 2004 een twintigtal bedrijven van de voorgestelde bedrijven bezocht.

Er werd gepeild naar de positieve en de negatieve ervaring met de wetgeving betreffende de relatie werkgevers - EDPB. De gesprekspartners ter plaatse konden bestaan uit preventieadviseurs van de interne en externe dienst en personen van de bedrijfsleiding.

De verzamelde gegevens werden besproken in een workshop van de Afdeling Beleid van het Toezicht op 1/7/04. Hierna zijn de knelpunten m.b.t. de gezondheidszorg opgenomen die door een verbetering van de regelgeving kunnen verholpen.

4.3.3 Algemene knelpunten

1. Voor een aantal categorieën is het onduidelijk wanneer al dan niet gezondheidstoezicht noodzakelijk is. Voor een deel is dit gekoppeld aan het gebrek van degelijke instrumenten of leidraad voor risico-evaluatie, waarbij een grens getrokken wordt (psychosociale, ergonomische, cut-off waarde blootstelling chemische agentia, ...). Voor een andere wordt het "risico" op zich dan weer niet herkend (voedingswaren). Vage omschrijvingen en interpretatieverschillen kunnen aanleiding geven tot concurrentievoordeel van de EDPB.
2. Voor contact met voedingswaren bestaat er een verschillende houding bij de externe diensten. De ene doet het gezondheidstoezicht met inbegrip van het opsporen van tuberculose (KB voedingswaren), de andere doet deze bijkomende technische onderzoeken niet meer (geen verplichting KB gezondheidstoezicht). De waarde van het formulier dat afgeleverd wordt is dus niet hetzelfde voor alle werkgevers die personen tewerkstellen in contact met voedingswaren.
3. Versoepeling in de mogelijkheid om af te wijken van de jaarlijkse periodiciteit van het gezondheidstoezicht, waarbij de arbeidsgeneesheer dit bepaalt aan de hand van het reeds uitgeoefend gezondheidstoezicht indien de werksituatie niet wezenlijk verandert.
4. Het recht voorzien voor de arbeidsgeneesheer om in contact te treden met de behandelende arts met het oog op een betere reïntegratie in het werk (voor het verstrijken van de schorsing van de arbeidsovereenkomst wegens ziekte of ongeval en op vrijwillige basis). Ook de verplichte werkhervattingonderzoeken zouden van die mogelijkheid moeten kunnen gebruik maken (aangepast werk voorzien en contact met de behandelend arts gaat moeilijk als dit op de eerste dag van de werkhervatting moet gebeuren).
5. Verschillende ondernemingen pleiten voor een zerotolerantie voor alcohol en drugs op de arbeidsvloer en zouden dit willen controleren aan de hand van een verplichte opsporing tijdens het gezondheidstoezicht.
6. Ook wensen bedrijven aan gezondheidspromotie en -voorlichting te doen. De werknemers hebben dan de mogelijkheid om op vrijwillige basis een uitgebreider periodiek geneeskundig onderzoek te ondergaan (check-up) of hebben de mogelijkheid om zich te laten onderzoeken. Momenteel laat het KB gezondheidstoezicht en vooral de wet van 28/1/03 inzake de geneeskundige onderzoeken die in het kader van een arbeidsovereenkomst mogen uitgevoerd worden, dit niet toe.
7. De overdracht van gezondheidsdossiers van de ene dienst naar de andere (intern naar extern of van de ene externe naar de andere externe dienst) wordt in het KB geregeld, maar er is

onduidelijkheid over het feit of de individuele toestemming van elke werknemer al dan niet hiervoor nodig is.

8. Het concept van het formulier voor gezondheidsbeoordeling is zwaar. De werkgevers verlangen eerder een lijst met de werknemers die geschikt bevonden zijn zonder meer (geen opmerkingen of beperkingen of aanbevelingen) en slechts van de andere een individueel formulier. De externe diensten zouden voor de leesbaarheid en de duidelijkheid enkel die rubrieken willen afdrukken die relevant zijn voor de onderzochte werknemer.
9. De afwezigheden op de uitnodiging voor het gezondheidstoezicht blijven de externe diensten parten spelen (equipe staat bij wijze van spreken werkloos te wachten). Aanwervingonderzoeken en werkhervattingonderzoeken worden weinig of niet tijdig gemeld. De tarieven (forfaits) voor de geleverde prestaties en interventies moeten duidelijk en tegelijk haalbaar zijn. Ook moet duidelijk zijn wie voor wat moet instaan en welke prestaties minimum in de basisprijs begrepen zijn.
10. Het opmaken van een eerste globaal risicoprofiel van de onderneming (welke problemen zijn te verwachten) en de werkpostanalyse en -aanpassing na het vaststellen van een probleem bij het gezondheidstoezicht, moeten in de forfait begrepen zijn.
11. Het BTW-tarief moet voor de prestaties van de afdeling medisch toezicht gelijk zijn aan het tarief voor de prestaties van de afdeling risicobeheer.
12. Indien de werkgever een essentieel advies van de EDPB naast zich neerlegt zonder grondige redenen, dan zou er een meldingsplicht moeten zijn naar het CPBW of werknemersafvaardiging, eerder dan de melding aan de inspectiediensten (bijvoorbeeld bij niet uitvoeren van adviezen in het kader van pesten)
13. Een gelijke advisering naar of houding ten opzichte van de verschillende bedrijven door de externe diensten is gewenst. De overheid dient hier op toe te zien. Soms wordt iets als een verplichting in het ene bedrijf voorgesteld en dan weer niet in een ander bedrijf, of legt men de lat op een ander niveau om concurrentieel te zijn ten opzichte van een andere dienst. Richtsnoeren die als minimum gelden voor iedereen zouden hier ook een oplossing kunnen bieden.
14. Alle verslagen van indienststelling moeten door de preventieadviseur arbeidsgeneesheer mede ondertekend worden. Dit heeft in vele gevallen geen meerwaarde. De EDPB of IDPB zou moeten kunnen bepalen welke wel en welke niet.